



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

***"PROJECT FOR A NEW AMERICAN CENTURY" :
LA STRATÉGIE DES NÉOCONSERVATEURS
DÉRRIÈRE LA GUERRE CONTRE LA TERREUR***

Rapport de recherche n° 2 - Octobre 2005

17 Square Edouard VII, 75009 Paris - France

Tél. : 33 1 53 43 92 44 Fax : 33 1 53 43 92 92 www.cf2r.org

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIRET n° 453 441 602 000 19

**"PROJECT FOR A NEW AMERICAN CENTURY" :
LA STRATÉGIE DES NÉOCONSERVATEURS
DÉRRIÈRE LA GUERRE CONTRE LA TERREUR**

Michel Nesterenko

Rapport de recherche n° 2 - Octobre 2005

PRÉSENTATION DU CF2R

Fondé en 2000, le CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) est une organisation non gouvernementale, indépendante, régie par loi de 1901, spécialisée sur l'étude de l'ensemble des domaines historiques, techniques et politiques du renseignement. Autour de ces thèmes, le CF2R développe :

- des activités de réflexion et de recherche, réservées à ses seuls membres actifs (dîners-débats, groupes de travail) ;
- des actions de sensibilisation à l'intention de la presse, des parlementaires, des universités et des décideurs économiques ;
- des publications, pour l'information du grand public,
- des études et des formations, à la demande de clients divers.

Dans cette perspective, le CF2R est structuré en plusieurs commissions :

- Histoire du renseignement,
- Fonctionnement du renseignement,
- Renseignement technique et nouvelles technologies,
- Opérations spéciales,
- Actions psychologiques et désinformation,
- Privatisation des activités de défense et mercenariat,
- Intelligence économique et influence,
- Drogue, criminalité et mafias,
- Terrorisme et islamisme.

En parallèle, le CF2R réalise des études à caractère régional afin de suivre un certain nombre d'évolutions géopolitiques.

Le CF2R dispose d'une trentaine de chercheurs associés. Tous sont experts en leur domaine et disposent à la fois de compétences académiques reconnues et d'une véritable expérience de terrain. Ils interviennent à la demande, en fonction de leurs spécialités, de leurs disponibilités, des projets considérés et du degré de confidentialité requis.

Les publications du CF2R comprennent :

- des rapports de recherche et des notes d'actualité rédigés régulièrement par ses experts,
- la revue quadrimestrielle *Renseignement et opérations spéciales* (180 pages) (éditions L'Harmattan),
- le bulletin électronique hebdomadaire *Renseignor* (Renseignement ouvert par l'écoute des programmes radiophoniques étrangers en langue française),
- la lettre mensuelle *Intelligence et Stratégie* (8 pages),
- la collection *Culture du renseignement* (éditions L'Harmattan),
- ainsi que divers ouvrages collectifs (éditions Ellipses).

Enfin le CF2R développe des partenariats avec des centres de recherches français et étrangers, ainsi qu'avec le projet SPYLAND (parc d'attractions consacré au monde du renseignement).

PRESENTATION DE L'AUTEUR

Michel Nesterenko est docteur en droit (California Western School of Law San Diego, USA) et directeur de recherche au CF2R, chargé des sources ouvertes, du cyberterrorisme et de la sécurité aérienne.

Il a commencé sa carrière comme adjoint du directeur du développement technique d'Air France (1977-1980) avant de rejoindre le groupe Sperry Flight Systems comme responsable du marketing pour l'Asie et le Pacifique (1980-1983). Sa carrière l'a ensuite conduit dans plusieurs autres entreprises aéronautiques (Smith Industries Aerospace & Defense Systems, Euralair, Clayburn Aeronautical, Ecole nationale de l'aviation civile, etc.). Il s'est ensuite orienté vers la sécurité des infrastructures et du transport aérien et a participé, comme expert, à plusieurs projets d'ampleur dans de grands cabinets d'audit internationaux :

- *Projet Sécurité des Réseaux d'Infrastructure* (2002) : création d'un répertoire des lois relatives à la sécurisation des infrastructures et analyse des obstacles à l'utilisation des banques de données aux Etats-Unis ;
- *Projet Information Technology and Privacy*, auprès des Nations Unies (2001) : création d'une ONG pour représenter les intérêts des personnes privées dans le contexte de la protection des informations personnelles ;
- *Projet Droit Commercial International* aux tribunaux de New York et Miami (1996-2001) : enquêtes détaillées et approfondies sur des entreprises et leurs dirigeants dans le contexte judiciaire américain ; analyse des informations dans un contexte stratégique.

Michel Nesterenko est aujourd'hui expert en sécurité des infrastructures auprès de l'United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI) et du Haut comité français de Défense civile. Il est également membre fondateur de Protection Totale Engineering Group, un cabinet d'experts en sécurité pour la protection des flux d'information au sein de groupes industriels et la gestion de crises chaotiques basé à Genève (Suisse).

RESUMÉ

Dès la fin de la présidence Reagan, en 1989, les néoconservateurs ont entamé une réflexion de fond qui a été le point de départ de la reconquête de la Maison-Blanche. Ils ont notamment analysé l'effondrement de l'Union soviétique comme le signe explicite de la supériorité du modèle libéral américain et, considérant que l'histoire leur avait donné raison, ils ont élaboré une doctrine pour renforcer le leadership des Etats-Unis sur le monde, par la force des armes si nécessaire. Les néoconservateurs de l'équipe du président Bush ont ainsi prévu de doter l'Amérique d'une armée sans égal pour les cent ans à venir. La vision politique de ces nouveaux conquérants est décrite dans un manifeste intitulé *Project for a New American Century*.

Mais pour dynamiser la nation américaine et la convaincre de consentir aux efforts nécessaires, il fallait un événement fort, un « Pearl Harbor ». Cette occasion inespérée leur fut offerte, incidemment, dès la première année du mandat Bush, par Oussama Ben Laden, le 11 septembre 2001. Les attentats de New York et de Washington ont rendu possible la réalisation de leur ambitieux projet. Cependant, pour le mener à terme, il leur est apparu indispensable de maintenir le pays sous pression. Les néoconservateurs ont alors instrumentalisé la peur engendrée par Al-Qaeda et les armes de destruction massives irakiennes. Grâce au Patriot Act, ils se sont affranchis de certaines limitations imposées par la Constitution. Cela a conduit à une restriction des libertés civiles dans le pays. Mais cela leur a permis d'accroître l'autorité de l'exécutif - principalement du Pentagone - et de multiplier les interventions militaires extérieures. Dans la logique interventionniste de l'administration Bush, le coût de la guerre contre le terrorisme est compensé par la création de l'industrie de la sécurité, la dynamique industrielle des achats militaires et les profits colossaux des entreprises du BTP et du pétrole.

Sous couvert de guerre à la terreur, le développement considérable du renseignement américain - étatique et privé - et l'imposition des normes de sécurité définies par Washington sur le commerce mondial, offrent à l'industrie américaine un avantage compétitif significatif. En toile de fond, l'occupation du Golfe persique par les forces armées américaines permet d'éviter une chute des prix du pétrole, ce qui rend rentable l'exploitation des gisements d'hydrocarbures présents dans les schistes bitumineux, aux Etats-Unis. Ces réserves devraient offrir à Washington plusieurs décennies d'indépendance énergétique, à la cadence de consommation actuelle.

Certains observateurs jugent à tort la politique de l'administration Bush comme irréfléchie ou erratique. Elle répond au contraire à une stratégie précise. Après cinq années de pouvoir, l'équipe néoconservatrice qui entoure le président Bush est en voie d'imposer sa vision du monde et de la "démocratie".

EXECUTIVE SUMMARY

PROJECT FOR A NEW AMERICAN CENTURY : NEOCONS' STRATEGY BEHIND THE WAR ON TERROR

In 1989, during the waning days of the Reagan Presidency a group of young conservatives swore to regain the White House to insure American dominance for the next 100 years. The vision of the Neoconservatives, as they came to be known, is enshrined in a document appropriately titled « Project for a New American Century ». The goal of this project was to seize the window of opportunity created by the fall of the Berlin Wall and the disintegration of the Soviet Union. To achieve this the American military establishment must be reformed, into a force with no equal in the world, in order to deter or crush any challengers as required.

To infuse the American society with a new strength the neoconservatives who came to power with President Bush needed a « Pearl Harbor ». With coincidental timing, the spark was provided by Ben Laden on 9/11, 2001, during the first year of the Bush presidency. Fear became a Media instrument, to facilitate societal changes, and the suspension of constitutionally protected civil rights with the passage of the « Patriot Act ». The economic cost of the global war against terrorism could be compensated by the increase in business activity from the new Security Industry and the industrial purchases by the Pentagon.

To provide an economic advantage for the American companies in the global market place the US government would strive to control the new security standards. This in turn would facilitate the operations of the US Intelligence agencies and further enhance the competitive posture of US Firms. At last but not least, it is imperative that the economic well-being of America not rest on the good-will of non-Americans half way across the world. For this America must become energy self-sufficient. At home, along the Rocky Mountains and in the far north, America has 100 years of Shale Oil reserves, at today's consumption rate. To bring this Shale Oil to market a minimum price must be guaranteed for a number of years. To ensure this the American Army, Marines and Navy must take control of the Persian Gulf.

After 5 years of the Bush Presidency the vision of the neoconservatives is well on its way to impose the American way and democracy on most of the world.

PRÉAMBULE

Le présent rapport n'est pas une critique de la réaction des Etats-Unis à une tragédie qui les a frappés au cœur même de leur territoire et qui a fait plus de victimes qu'aucun autre attentat terroriste auparavant. Notre solidarité avec la nation américaine est totale face à la menace du nouveau djihadisme.

Les pages qui suivent analysent la manière dont l'administration Bush a exploité les événements du 9/11, en grande partie à l'insu du peuple américain et de ses élus, pour mettre en place une stratégie de domination mondiale conçue au cours de la seconde moitié des années 1990, dans les *Think Tanks* néoconservateurs.

Si nous nous inscrivons fermement en faux contre les théories conspirationnistes, dont certaines ont été jusqu'à attribuer la paternité d'une partie des attentats aux Américains eux-mêmes, il nous semble intéressant de démontrer que, d'une manière totalement imprévisible, le djihad planétaire déclenché par Al-Qaeda a rendu possible la réalisation des objectifs du courant néoconservateur.

En effet, derrière le vocable de « Guerre contre la terreur » se cache une stratégie politico-économique d'ampleur planétaire. Quatre ans après les attentats de New York et de Washington, il est devenu possible d'en saisir plus distinctement les contours. Ce rapport a pour objectif d'expliquer comment les néoconservateurs de l'administration Bush ont tiré parti des événements tragiques du 11 septembre 2001 pour mettre en œuvre leur politique.

Après avoir rappelé les fondements de l'idéologie néoconservatrice, nous étudierons successivement l'exploitation du traumatisme en politique intérieure et ses conséquences pour la société américaine et les libertés civiques. Puis nous analyserons l'impact du 9/11 en matière économique et financière, avant de décrire la réaction américaine et ses conséquences pour l'économie internationale.

L'argumentation de cette étude se fonde sur un suivi régulier des sources américaines, notamment des documents et des déclarations des membres de l'administration Bush, y compris avant leur arrivée au pouvoir. En complément, nous avons exploité diverses estimations chiffrées du coût des attentats du 9/11, dans des secteurs aussi variés que la finance, les assurances, le transport aérien et le transport des marchandises. Ce rapport se fonde enfin sur le suivi quotidien - et le décryptage - de la politique de puissance américaine dans les domaines économique et militaire.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| FONDEMENTS ET ACTEURS DE LA STRATEGIE NEOCONSERVATRICE | 7 |
| Le " <i>Project for a New American Century</i> " | 7 |
| Le 11 septembre 2001 : quand l'histoire propulse une idéologie..... | 8 |
| Des forces armées au service de l'expansion économique..... | 9 |
| L'EXPLOITATION DU 9/11 EN POLITIQUE INTERIEURE | 11 |
| L'art de tirer parti des nouvelles peurs | 11 |
| Les journaux télévisés, alliés conscients et inconscients de la stratégie de la peur | 12 |
| La grande peur : les armes de destruction massive | 13 |
| <i>Le risque nucléaire et radiologique</i> | 13 |
| <i>La menace biologique et chimique</i> | 14 |
| L'exploitation du climat de peur : la préparation des élections de novembre 2004 | 15 |
| LES CONSEQUENCES POUR LA SOCIETE AMERICAINE ET LES LIBERTES CIVIQUES | 17 |
| L'imposition du <i>Patriot Act</i> | 17 |
| Le renforcement des moyens d'investigation, de surveillance et de contrôle..... | 18 |
| La multiplication des contrôles dans le transport aérien | 20 |
| <i>La situation en Europe</i> | 21 |
| Les nouveaux dispositifs de sécurité et l'atteinte aux droits civiques..... | 21 |
| L'IMPACT DU 9/11 SUR L'ÉCONOMIE DES ETATS-UNIS..... | 23 |
| Le coût financier des attentats du 11 septembre 2001 | 23 |
| L'impact sur le marché des assurances | 23 |
| Les impacts sur le secteur du transport aérien | 24 |
| LES CONSEQUENCES POUR L'ECONOMIE INTERNATIONALE | 27 |
| La sécurité : un nouveau centre de profit | 27 |
| Des normes de sécurité à vocation planétaire | 29 |
| <i>Transport aérien</i> | 29 |
| <i>Transport maritime</i> | 30 |
| <i>Transport routier</i> | 30 |
| <i>La projection des frontières sécuritaires américaines</i> | 30 |
| La sécurité à l'ère des puces électroniques..... | 31 |
| L'efficacité douteuse des nouvelles mesures de sécurité | 32 |
| ENSEIGNEMENTS | 33 |

FONDEMENTS ET ACTEURS DE LA STRATEGIE NEOCONSERVATRICE

Le "*Project for a New American Century*"

Le *Project for a New American Century* est l'association phare des néoconservateurs. Créée au printemps 1997, on y retrouve les grands ténors du gouvernement de George W. Bush : Jeb Bush, le frère du président et gouverneur de l'Etat de Floride ; le vice-président Dick Cheney ; Donald Rumsfeld, ministre de la Défense ; Paul Wolfowitz, ministre adjoint à la Défense ; Lewis Libby, chef de cabinet du vice-président ; Elliot Abrams, directeur au National Security Council ; Zalmay Khalilzad, directeur au National Security Council et ambassadeur en Afghanistan. En 1998 viendront se joindre à eux : Richard Perle, président du Defense Policy Board ; James Woolsey, membre du Defense Policy Board et ex-directeur de la CIA ; Robert Zoellick, US Trade Representative et ministre adjoint aux Affaires étrangères ; Robert Kagan¹ et William Kristol². Puis en 2001, Stephen Cambone, sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement et Douglas Feith, sous-secrétaire à la Défense pour la politique, les rejoignent. La plupart de ces hommes se connaissaient auparavant et travaillaient ensemble depuis de nombreuses années.

Les néoconservateurs se réclament de la philosophie politique des universitaires Léo Strauss et Allan Bloom. Tous deux considéraient la guerre comme nécessaire pour dynamiser l'évolution politique nationale, restaurer les vertus et l'esprit civique. Bloom, un des mentors de Paul Wolfowitz³, dans son livre *The Closing of the American Mind*, rêvait de hiérarchie, d'exclusion et tenait des propos que certains pourraient qualifier de racistes, non seulement envers certaines minorités, mais aussi envers les femmes. Strauss, lui, avait une vision élitiste du monde et pensait que tous les hommes n'avaient pas été créés égaux, donc que certaines idées étaient dangereuses pour ceux qui n'avaient pas reçu une éducation particulière. Strauss comme Nietzsche redoutaient les risques inhérents à la vie facile de notre époque.

Pour ces néoconservateurs, à la fin des années 1990, la fibre patriotique américaine avait perdu tout son ressort sous la présidence Clinton. Il était grand temps de faire assumer à la nation son destin de phare de la civilisation occidentale, comme pour l'empire romain à son époque. Il fallait profiter de la phase unipolaire et des surplus budgétaires de l'époque Clinton pour dynamiser la société américaine et assurer sa suprématie pour les 100 ans à venir.

La Déclaration de principes du 3 juin 1997 souligne que le but de l'association est de développer « *une armée qui est forte et prête à faire face aux défis du futur et à renforcer une politique étrangère volontariste et audacieuse pour promouvoir les intérêts américains à l'étranger... Il est important de contrôler les circonstances avant que n'advienne la crise, et de confronter les menaces avant qu'elles ne*

¹ Robert Kagan – Senior Associate au Carnegie Endowment for International Peace, divers postes de responsable au State Department sous la Présidence Reagan et auteur du livre *A Twilight Struggle : American Power and Nicaragua*.

² William Kristol – Éditeur du magazine de Washington *The Weekly Standard*.

³ Paul Wolfowitz : Phd. University of Chicago (1972); professeur à Yale University et Dean à John Hopkins University ; chercheur pour les Think Tanks Heritage Foundation, Hudson Institute et Rand Corporation ; ambassadeur en Indonésie, divers postes au State Department et au Defense Department, ainsi que pour l'Arms Control and Disarmament Agency ; consultant pour Northrop Grumman. Président de la Banque mondiale depuis 2005.

deviennent sérieuses¹ ».

Le 26 janvier 1998 l'association envoie une lettre au président Clinton pour demander la destitution de Saddam Hussein par une action militaire à brève échéance. En septembre 2000 l'association publie son manifeste sous le titre : *Rebuilding American Defenses*. Il s'agit ni plus ni moins d'assurer la dominance planétaire de l'Amérique par la force des armes, et cela tout au long du XXI^e siècle. Le Manifeste reprend les termes de la Déclaration de principe citée plus haut et ajoute : « *Les forces armées américaines autour du monde sont la preuve visible de la réalité des Etats-Unis en tant que superpuissance² (...) Le processus de transformation même s'il apporte des changements révolutionnaires sera sans doute long, sauf si un événement catastrophique et catalyseur venait à se produire – comme un nouveau Pearl Harbor³ ».*

W. Kristol et R. Kagan, deux auteurs néoconservateurs, dans leur livre *Present Dangers*⁴, publié en 2000, citent à plusieurs reprises le président Roosevelt au sujet de la grandeur américaine : « *Si nous devons être un grand peuple, nous devons jouer un grand rôle dans le monde. Si nous devons jouer un grand rôle dans le monde nous devons rechercher les conflits, imposer la volonté américaine, et réduire au silence ceux qui babillent de liberté et de l'assentiment des gouvernés⁵ ».*

Le 11 septembre 2001 : quand l'histoire propulse une idéologie

En mai 2001, le vice-président Cheney prend la direction de la Task Force sur le terrorisme menaçant le territoire national. Il ne réunira jamais cet organisme⁶. En juin 2001, sept mois avant les attentats de septembre, Paul Wolfowitz donne une allocution à West Point dans laquelle il rappelle que 2001 est le 60^e anniversaire du désastre américain à Pearl Harbor⁷. Depuis le début de l'année 2001, le programme de réarmement et de réforme de l'armée, prôné par le vice-président Cheney et le ministre de la Défense Rumsfeld est en panne à cause d'une fronde du Congrès, lequel profite de la résistance sourde de l'état-major interarmées. Le matin du 11 septembre, Donald Rumsfeld donne un petit-déjeuner au Pentagone pour convaincre les représentants républicains au Congrès de voter en faveur du programme de réforme proposé par l'administration. Avant la fin du petit-déjeuner, le premier avion s'écrase sur les tours du World Trade Center⁸. Ce même jour, le président Bush nota dans son journal : « *Le Pearl Harbor du XXI^e siècle a eu lieu aujourd'hui⁹ ».* Quelques semaines plus tard le programme de réarmement est approuvé sans discussion ni modification.

Grâce à l'intervention d'Ussama Ben Laden et à l'horreur des actes commis, la stratégie des néoconservateurs allait pouvoir s'appliquer, en donnant à l'administration Bush l'occasion d'exploiter la menace constante de nouveaux attentats terroristes, afin de maintenir un climat de peur et obtenir les pleins pouvoirs.

Cette stratégie est mise en œuvre par une équipe d'individus ayant quasiment tous une solide expérience de dirigeant d'entreprise et une solide connaissance des rouages de la bureaucratie de Washington. Ces hommes ont pris le pouvoir politique grâce au talent électoral du président George W. Bush, lui-même fortement soutenu par les Chrétiens *Born Again* du Sud. Il est ainsi d'abord l'élu d'une coalition du complexe militaro-industriel et des intégristes chrétiens.

¹ Project For A New American Century, *Statement of Principles*, June 3, 1997.

² Project For A New American Century, *Rebuilding American Defenses*, September 2000, p.14.

³ *Ibid.*, p.51.

⁴ Kagan, Robert, William Kristol, *Present Dangers – Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Encounter Books, 2000.

⁵ Norton, Anne, *Leo Strauss and the Politics of American Empire*, Yale University Press, 2004, p.189.

⁶ Mann, James, *Rise of the Vulcans*, Viking, 2004., p.292,

⁷ *Ibid.*, p. 291.

⁸ *Ibid.*, p. 306.

⁹ Woodward, Bob, *Bush at War*, Simon & Schuster, 2002, p.37.

Le complexe militaro-industriel cherche avant tout les profits et à imposer l'hégémonie du système économique américain. Les Chrétiens *Born Again* appellent de leurs vœux la bataille finale d'Armageddon, annonciatrice de la seconde venue du Christ sur terre et de la montée aux cieus, de tous les croyants de cette communauté.

Au complexe militaro-industriel sont venues s'associer les grandes compagnies pétrolières. Il faut rappeler que la première tâche du vice-président en arrivant à la Maison-Blanche fut de réunir dans son bureau une commission de conseil sur l'énergie. La composition exacte et les minutes de cette commission ont été tenues secrètes par le vice-président, dérogeant ainsi à la coutume, si ce n'est à la loi. Les fuites et rumeurs à Washington laissent penser que tous les grands dirigeants des firmes pétrolières, que le vice-président connaissait personnellement, étaient présents. En effet, Dick Cheney avait quitté la présidence de Halliburton, la grande société de services pétroliers, seulement quelques mois auparavant.

Des forces armées au service de l'expansion économique

Vue de Washington, la sécurité de l'économie américaine sur le long terme passe par le contrôle des prix des sources d'énergie et en particulier du pétrole. Pour la première puissance militaire du monde, il n'est pas tolérable que la stabilité de son économie dépende des humeurs de quelques individus - non américains - à l'autre bout de la planète. Dès septembre 2001, les milieux pétroliers de Houston ont essayé de prendre le contrôle effectif de Yukos, numéro deux du pétrole Russe, en imposant un président et un directeur général américain.

La réforme du Pentagone, point d'orgue du credo néoconservateur, a pour but d'assurer la domination militaire de la planète pour des décennies. Il est possible d'affirmer que la « révolution des affaires militaires » imposée par le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld, va continuer dans les années à venir. L'establishment militaire américain va se mettre au rythme de la guerre en réseau, le *Network Centric Warfare*. L'armée américaine va s'alléger pour pouvoir se projeter sur n'importe quel théâtre d'opérations de la planète en quelques heures. L'utilisation de l'informatique à tous les échelons va permettre de détruire des cibles identifiées en quelques minutes. Le fantassin va acquérir un blindage personnel climatisé, va se robotiser et pouvoir voir instantanément et communiquer dans toute la profondeur du champ de bataille. Ces améliorations de la productivité militaire sont considérables. Nous sommes au début de l'ère de la « guerre de l'information » que l'armée américaine commence à peine à entrevoir dans toute sa complexité. Il est désormais improbable que l'Europe puisse concurrencer un jour les Etats-Unis en matière militaire. Aujourd'hui c'est le terrorisme qui joue le rôle de catalyseur de la politique de puissance américaine : dans quelques années, ce sera la Chine qui reprendra ce rôle d'aiguillon, comme l'URSS en son temps.

Ainsi, les grandes entreprises américaines aidées par une armée et des services de renseignement omniprésents - grâce à la guerre contre le terrorisme - et des dirigeants politiques très actifs, ont déjà pris une sérieuse option pour le contrôle des réserves stratégiques mondiales. Le but avoué des néoconservateurs est de barrer le chemin à la Chine dans sa recherche de sources d'approvisionnement nécessaires à son économie. Il est probable qu'une telle politique américaine se perpétue au-delà des huit années de la présidence Bush.

Depuis la Guerre d'Irak et les menaces militaires qui continuent à peser sur les pays du Golfe persique, il est clair que Washington contrôle largement la dynamique des prix pétroliers. Il faut rappeler que le but recherché n'est pas nécessairement un pétrole bon marché, mais plutôt un prix élevé relativement stable, qui ne soit plus soumis au diktat de l'OPEC. M. Barna, un porte-parole du Pentagone, a déclaré : « *Le chiffre magique pour tout cela est 30 de \$ par baril* ». Le « tout cela » c'est la mise en valeur des prodigieuses réserves en pétrole issues des schistes bitumineux aux Etats-Unis. Il faut comparer ces 30 \$ aux 5 \$ du coût d'extraction moyen en Arabie saoudite et en Irak, pour percevoir le chantage latent de l'OPEC vis-à-vis des intérêts américains. Le pétrole

étant un élément essentiel de l'économie occidentale, on comprend mieux la volonté de Washington de s'en affranchir.

Il faut rappeler que les réserves pétrolières de l'Amérique du Nord, contenues dans les schistes bitumineux des Montagnes rocheuses et au Canada, représentent près de 100 ans de consommation au rythme actuel. Avec des réserves chiffrées à 2 000 milliards de barils de pétrole (représentant 60 % des gisements mondiaux), les États-Unis deviendront, dans une quinzaine d'années, le premier producteur mondial face à l'Arabie saoudite et ses 261 millions de barils de réserves. C'est le Pentagone dirigé par le ministre néoconservateur Donald Rumsfeld, un proche du vice-président Cheney, qui va dynamiser la mise en production de cette richesse en consacrant une grande partie des 5,5 milliards de \$ de ses achats annuels de carburants à du pétrole d'origine schisteuse¹.

¹ Wall Street Journal, *In Oil Quest U.S. Says Rock On*, March 10, 2005.

L'EXPLOITATION DU 9/11 EN POLITIQUE INTERIEURE

L'art de tirer parti des nouvelles peurs

Les guerres classiques étaient avant tout des guerres entre militaires où les civils n'ont été longtemps que des acteurs périphériques, même s'ils subissaient l'essentiel des conséquences des conflits. Dans la guerre terroriste, la population est devenue la cible stratégique. L'attitude du citoyen électeur doit donc être prise en compte car c'est elle qui à terme influera sur les politiques, qui sont en première ligne. Contrairement à certaines idées préconçues dans la communauté des hommes de Loi, il semblerait que le citoyen américain soit prédisposé à accepter la suspension de certaines libertés constitutionnelles, afin que l'Etat garantisse sa sécurité. Pour mesurer les champs d'action possibles des politiques, il faut analyser la psychologie du citoyen électeur.

Face au terrorisme, le citoyen a peur. Cette peur fait que le dialogue ne se passe pas dans un univers rationnel. Dans notre société de consommation hypermédiatisée le temps d'attention est en décroissance et la tendance à généraliser se développe. Le risque est perçu comme un « tout ou rien » avec une focalisation sur le pire. Le citoyen a peur de ce qu'il ne contrôle pas. Ainsi, il préfère conduire sa voiture, dont il se sent maître, alors que le transport par avion est statistiquement moins dangereux. Parallèlement, les médias ont compris que les informations compliquées sont mal ou pas perçues. « L'image est simple » d'où un format de journal télévisé ou de communication grand public par images-choc. La simplification entraîne la stigmatisation et la recherche de « l'émotion qui vend ». Les terroristes l'ont bien compris quand ils ont filmé la totalité de l'attentat de la cantine de l'armée américaine à Mossoul en Irak, le 21 décembre 2004. Cette peur du citoyen peut entraîner un risque d'exagération et de manipulation par les autorités, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Tandis que le gouvernement américain, dans sa fuite en avant sécuritaire, se propose de surveiller tous les citoyens, ceux-ci, dans leur majorité, sont pressés de se dévoiler pour prouver qu'ils n'ont rien à cacher, pensant ainsi bénéficier d'une sécurité totale. Face à la peur, le citoyen cherche avant tout la sensation de sécurité même si celle-ci n'est qu'une illusion (le blindage des portes de cockpit des avions en est l'exemple le plus flagrant).

Pour qui veut tirer parti de ce nouveau contexte, il fallait une occasion et un outil pour propager la peur. Dans la situation américaine, ce sont les avions de ligne qui ont joué ce rôle. C'est pourquoi le transport aérien de passagers aux Etats-Unis est entré dans une phase de mort lente depuis le 12 septembre 2001. Ce n'est pas le choc économique temporaire, dû à la chute des tours, qui a créé cette dépression, mais plutôt une politique sécuritaire excessive, voulue et imposée, par les pouvoirs publics, uniquement au secteur du transport aérien des passagers. Les transports ferroviaires, fluviaux, maritimes ou routiers ne subissent pas cette même folie sécuritaire et se portent bien. Peut-être faut-il voir là une volonté non avouée de maintenir le peuple américain dans son ensemble dans une peur latente. Pour beaucoup, l'avion a toujours été une instrumentalité quelque peu mystérieuse dont on n'a pas le contrôle, contrairement à la voiture. Aujourd'hui, tous les citoyens des petites villes américaines imaginent leurs bureaux percutés par des avions suicide, à l'image des attentats du 11 septembre. Mais l'avion n'est pas l'unique phobie qui conditionne l'opinion américaine : l'anthrax et les armes de destruction massives sont deux autres éléments qui viennent alimenter la peur nationale.

Les journaux télévisés, alliés conscients et inconscients de la stratégie de la peur

Les journaux télévisés des grandes chaînes américaines telles que NBC et CBS ont joué un rôle non négligeable dans l'amplification de l'impact du 11 septembre dans le psychisme américain. Cette amplification correspond parfaitement aux concepts de la « Guerre de l'information » telle qu'elle a été conçue par les services du Pentagone.

Après avoir vu et revu les images des personnes se jetant dans le vide pour échapper aux flammes, nous avons été soumis à plusieurs centaines d'heures de diffusion des quelques minutes de l'effondrement des tours. Mais c'est surtout l'attaque à l'anthrax qui a été le point d'orgue de la terreur. Ce dernier événement n'a pas vraiment frappé les esprits européens, car contrairement aux Etats-Unis nos services de presse n'ont pas dramatisé cet événement. L'amplification de la peur est surtout le fait du journal télévisé plus que de la presse écrite. L'image est beaucoup plus porteuse d'émotion que les mots écrits qui incitent l'esprit à l'analyse.

L'excellent ouvrage de Gavin de Becker, *Fear Less*¹, souligne très bien les effets destructeurs des hyperboles verbales des ténors de la presse télévisée américaine. Le 12 octobre 2001, l'assistante de Tom Brokaw, le présentateur vedette du journal télévisé de la chaîne NBC, est hospitalisée pour une infection cutanée due à l'anthrax. Tom Brokaw, choqué, demande à changer de studio d'émission. Cet événement survient trois jours avant la contamination des bureaux du Congrès à Washington. S'ensuivit une série de commentaires plus alarmistes les uns que les autres. Tom Brokaw diffusa un « documentaire » soulignant que « *plus de 500 laboratoires aux Etats-Unis entreposent des échantillons d'Anthrax et autres agents biologiques. Les accès sont contrôlés, mais pas d'une manière infallible* ». Un expert renchérit que le vol est chose facile car personne « *ne pourrait voir le voleur sortir un échantillon du laboratoire* ». Tout cela assorti de suggestions pour obtenir de l'anthrax. Le jour de la contamination de la chaîne NBC, cette dernière passa à l'écran l'image d'un homme portant un masque à gaz avec le commentaire : « *La préoccupation de l'anthrax se répand à travers les Etats-Unis* ». Puis d'autres commentaires suivirent : « *l'anthrax jamais loin (...) la préparation à la terreur (...) les limitations des vaccins contre l'anthrax (...) les hôpitaux mal préparés* ». Puis le summum pour des nouvelles télévisées : « *100 kilos répandus au vent de Washington D.C. pourrait tuer 3 millions de personnes* ». Le reportage n'expliquait pas comment il était possible, pour des terroristes ne disposant pas de moyens militaires, de vaporiser une telle quantité de spores dans l'atmosphère ; ni comment cette substance (non militarisée) pouvait se déplacer par la voie des airs, sur de longues distances, sans retomber au sol ; et enfin, comment inciter tous les habitants de Washington à sortir de chez eux et de leurs bureaux pour aller respirer les spores.

Dan Rather, le présentateur vedette de la chaîne CBS, dont un des collaborateurs a aussi été contaminé indépendamment des autres cas, déclarait : « *notre plus grand problème aujourd'hui n'est pas l'anthrax. Notre plus grand problème c'est la peur* ». Mais un reportage sur l'Irak soulignait : « *L'Irak a approximativement trois fois la quantité (d'anthrax) nécessaire pour tuer toute la population humaine de la planète par inhalation* ». La méthode de distribution de cette substance, si elle existe, pour affecter « toute la planète » était absente du reportage.

Pour avoir une idée exacte du conditionnement des Américains par la télévision, aux programmes nationaux, il faut ajouter les 40 heures quotidiennes de journal télévisé des télévisions locales. Le business de la peur qui fait vendre les émissions a donc un bel avenir. Gavin de Becker² critique sévèrement les excès de la télévision : « *Ils nourrissent notre faim d'anticiper avec des scénarios catastrophe et des prédictions d'un futur sombre, comme si ces résultats étaient des conséquences logiques. Souvent ce ne sont pas des conséquences logiques. En voyant des détails empilés sur des détails, en regardant des experts sérieux confirmer les plus folles hypothèses, en voyant des séquences et en écoutant les descriptions étape par étape de l'évolution vers le Jugement Dernier, l'audience se retrouve*

¹ De Becker, Gavin, *Fear Less – Real Truth about Risk, Safety, and Security in a Time of Terrorism*, Little Brown and Company, 2002.

² Gavin De Becker, expert et conseil auprès de la CIA et de la Cour Suprême de Etats-Unis et Senior Fellow à l'University of California Los Angeles.

avec des images très fortes qui poussent nos pires peurs une étape plus loin que notre propre imagination (...). Comme il n'existe pas de vidéo de ce qui se passe, ils nous montrent les séquences terribles d'un incident d'il y a 5 ans. S'il n'y a pas de survivants à la tragédie, ils nous montrent l'interview d'un psychologue qui spéculer sur "leurs derniers moments". Si rien du même genre ne s'est passé dans l'histoire de notre planète, ils nous montrent une simulation animée ».

La grande peur : les armes de destruction massive

Depuis le 9/11, l'opinion américaine a été largement préparée à l'éventualité d'un attentat nucléaire aux Etats-Unis, par les déclarations régulières de l'exécutif gouvernemental. En 2002, le pays a été traumatisé par les déclarations du vice-président Cheney sur l'utilisation possible par l'Irak d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques. Le Premier ministre britannique, Tony Blair, affirma - largement relayé par la presse internationale - que ces armes pouvaient être mises en œuvre en moins de 45 minutes. Ce n'est que fin 2003, une fois l'occupation de l'Irak par les troupes américaines effectuée, que l'inconsistance de la menace des armes de destruction massive (ADM) de Saddam Hussein fut révélée. Pourtant l'exploitation de ce thème va perdurer, d'autant que la menace n'est pas totalement fictive.

Le risque nucléaire et radiologique

Certains experts prétendent que les terroristes n'ont pas la capacité technologique de faire exploser une bombe atomique. Cependant, le gouvernement néoconservateur du président Bush a pris la menace très au sérieux. Le financement d'études dans ce domaine a été largement accru dès l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush. Fin 2003, le vice-président Cheney s'est fait remettre les résultats d'une étude¹ du Pentagone, classée "secret défense", sur la propagation d'un nuage radioactif suite à une explosion nucléaire sur le territoire américain. Cette étude analyse les risques dus aux bombes nucléaires comme aux bombes sales.

Ce n'est pas l'uranium qui manque et il n'est pas nécessaire d'aller chercher du minerai de contrebande en Afrique. La sécurisation des stocks nucléaires de l'ex-Union soviétique suscite quelques inquiétudes. Il n'est pas inconcevable que les mafias de l'Est aient accès à quelques approvisionnements, bien qu'en quantité probablement limitée. De plus, le pillage des centres nucléaires irakiens suite à l'invasion américaine a mis entre les mains des terroristes et sur le marché mafieux du matériel de laboratoire et des substances radioactives.

Le plus grand risque vient des programmes commerciaux américains. L'audit du département de l'Énergie de février 2004² dépeint un tableau autrement plus inquiétant. Depuis 1964 les Etats-Unis vendent de l'uranium hautement enrichi sans garantie de récupération des déchets. En mai 1996, les Etats-Unis ont commencé la récupération des déchets au sein du programme de non-prolifération. Sur les 17,5 tonnes d'uranium hautement enrichi vendues à 51 pays, seulement 1,1 tonne a été récupérée dans 22 pays. Les Etats-Unis n'ont pas prévu de récupérer 12,5 tonnes dans 12 pays dont l'Iran, le Pakistan, l'Afrique du Sud et la Jamaïque. Pour référence, une bombe de type Hiroshima ne nécessite que 5 kilos de matière radioactive.

En plus de l'uranium hautement enrichi vendu par le gouvernement américain - dont on a perdu la trace - il y a aussi des pertes aux Etats-Unis même. En juillet 2004, la centrale nucléaire électrique *Eurêka* en Californie a reconnu avoir enregistré la disparition, depuis 1976, de trois barres de combustible radioactif³. En avril 2004, c'était une centrale nucléaire du Vermont qui

¹ The New York Times, *Addressing the Unthinkable, U.S. Revives Study of Fallout*, March 19, 2004.

² U.S. Department of Energy - Office of Inspector General - Office of Audit Services, *Audit Report - Recovery of Highly Enriched Uranium Provided to Foreign Countries*, February 2004.

³ San Francisco Chronicle, *Eureka Officials hope fuel rods are in pool*, July 17, 2004.

reconnaissait avoir perdu deux barres de carburant radioactif, depuis 1979¹. En 2002, une centrale du Connecticut payait 288 000 \$ d'amende pour une perte similaire. En septembre 2004, une bombe de l'armée de l'air américaine a été retrouvée devant les plages de l'Etat de Géorgie². Cette bombe avait été perdue suite à un accident en 1958. Elle contenait près de 200 kilos d'explosifs et de matières radioactives. Une étude du Pentagone³ liste 32 accidents nucléaires américains entre 1950 et 1980. Il y aurait près de 50 bombes atomiques égarées et perdues en divers lieux du globe.

Il y a donc abondance de matières radioactives pour confectionner une bombe. Un organisme tel qu'Al-Qaeda, dont les capacités financières se chiffrent en milliards de \$, peut facilement acheter le matériel et équiper un laboratoire nucléaire. Les ingénieurs musulmans expérimentés peuvent être recrutés dans les ex-républiques soviétiques ou au Pakistan. On comprend aisément pourquoi le vice-président Cheney s'est fait construire à grands frais un bunker de guerre thermonucléaire sous son domicile à Washington (identique à celui de la Maison-Blanche). Malgré la vigilance accrue des autorités américaines, il demeure relativement aisé de déplacer une bombe nucléaire ou une bombe sale dans l'un des 16 millions de containers qui voyagent chaque année aux Etats-Unis, par route, par train, par bateau ou par avion.

La menace biologique et chimique

L'analyse de la menace biologique suit les mêmes grandes lignes que l'analyse de la menace nucléaire. Il existe quelques particularités supplémentaires. La difficulté de détection est accrue à cause de « l'usage double ». Ce sont les mêmes laboratoires qui sont utilisés pour le développement des biotechnologies civiles et la recherche militaire. Il est aussi plus facile de dissimuler des agents biologiques que des matières radioactives. Contrairement à la menace nucléaire il n'est pas nécessaire d'utiliser le transport de fret pour positionner les substances nécessaires lors de l'attentat. La menace est donc réelle. Parce qu'une grande partie de l'infrastructure de défense - notamment les hôpitaux et les médecins - sont dans le secteur privé, il est indispensable pour l'État d'organiser une coopération public/ privé pour être véritablement efficace. Cela n'est pas encore le cas. Malgré un investissement annuel de 11 milliards de \$, les tests et simulations du gouvernement américain montrent son incapacité à gérer, ou même à circonscrire, une crise. Le choix de privilégier la défense contre des pathogènes « militaires » - tel que l'anthrax - au détriment de pathogènes plus connus et causant déjà des dommages dans la population, a soulevé l'indignation de la communauté des chercheurs américains⁴. La menace du bioterrorisme et le manque de préparation des forces de police ont été le thème central de la conférence d'Interpol de mars 2005. La menace est prise très au sérieux par les autorités spécialisées même si les budgets ne sont pas à la hauteur des enjeux.

La menace chimique est sans doute la plus présente en raison sa facilité de mise en œuvre. C'est sans doute pour cela que, quatre ans après le 9/11, fort peu a été fait pour protéger les pays occidentaux contre cette menace. En 1995, la secte Aum a fait 12 morts dans le métro de Tokyo avec du gaz Sarin. Cette secte disposait de plus d'un milliard de dollars et des laboratoires bien équipés. Or, Al-Qaeda a des moyens financiers largement supérieurs et les services occidentaux ont trouvé une partie du matériel nécessaire et des manuels dans les camps d'entraînement afghans. D'autant que le pillage systématique des laboratoires irakiens et le laisser-faire de l'armée américaine ont permis aux terroristes d'acquérir du matériel sophistiqué à bon marché.

¹ CNN.com, *Fuel Rod Parts Missing From Nuclear Plant*, April 21, 2004.

² CNN.com, *Lost Nuclear Bomb Possibly Found*, September 14, 2004.

³ The Defense Monitor, *US Nuclear Weapons Accidents : Danger in Our Midst*, Center for Defense Information, Vol. X, Number 5, 1981.

⁴ The New York Times, *US Germ Research Policy is Protested by 758 Scientists*, March 1, 2005.

Une autre modalité d'attentat chimique est possible : l'attaque à l'aide de camions-citernes. Elle a déjà été largement testée en Irak, où elle devient l'une des armes favorites des terroristes. Les accidents impliquant ces véhicules sont monnaie courante aux Etats-Unis, mais leurs effets n'auraient rien de commun avec ceux d'un attentat avec des camions-citernes contenant des produits toxiques. Le risque d'attentat utilisant des wagons-citernes du secteur ferroviaire est également une menace des plus concrètes. Une série d'accidents ferroviaires récents, aux Etats-Unis, a forcé l'évacuation de communautés entières pendant plusieurs jours pour échapper au nuage toxique de chlore ou autres substances. Le maire de Washington a signé une loi¹ qui impose une autorisation préalable au transport ferroviaire de matières toxiques dans l'agglomération. Il est déjà annoncé que ces autorisations seront rares. Les associations de transporteurs ferroviaires et routiers se battent contre l'application de cette règle qui menace d'être dupliquée par toutes les agglomérations américaines, ce qui rendrait le transport de matières dangereuses pratiquement impossible, ou au minimum excessivement coûteux. Pour mémoire, l'accident de Ryongchon (Corée du Nord), le 22 avril 2004, a produit deux cratères de 10 mètres de profondeur et détruit toutes les habitations sur un rayon de 4 km. A titre de comparaison, il s'agirait ni plus ni moins de la destruction de Paris intra-muros par l'explosion accidentelle de ce qui a été décrit comme des wagons d'engrais ! Chaque nuit, les gares de triage ferroviaires au sein de nos grandes agglomérations abritent l'équivalent de plusieurs usines Seveso. Il n'est pas nécessaire de rappeler l'ampleur des dégâts de l'accident de l'usine AZF à Toulouse, en septembre 2001.

L'exploitation du climat de peur : la préparation des élections de novembre 2004

En 2004, pendant la campagne électorale des élections présidentielles, le gouvernement Bush a largement utilisé la menace d'attaques terroristes avec des armes nucléaires, biologiques ou chimiques, comme l'illustrent les nombreuses déclarations des membres de son administration :

- 19 avril : Condoleeza Rice, la National Security Adviser du président Bush annonce : « *je pense qu'il faut prendre au sérieux le fait qu'ils vont essayer de faire quelque chose pendant le cycle préélectoral. D'une certaine manière c'est une trop belle occasion pour eux* ² ».
- 21 avril : lors d'une convention de journalistes, le président Bush déclare : « *Oui, je comprends pourquoi ils (la majorité des Américains) pensent qu'ils vont encore être attaqués. Ce pays est difficile à défendre. Nos services de renseignement sont bons, ils ne sont jamais parfaits, c'est là le problème* ³ ».
- 26 mai : le ministre de la Justice, John Ashcroft, rapporte au cours d'une conférence de presse dans les bureaux du FBI, avec photos de terroristes à l'appui : « *un porte-parole d'Al-Qaeda a annoncé que les préparatifs pour une attaque contre les Etats-Unis étaient complets à 90 %* ⁴ ».
- 8 juillet : le ministre de la Sécurité intérieure (Homeland Security), Tom Ridge, suite à « *des interceptions récentes* », déclare : « *Nous savons qu'ils ont la capacité de réussir et qu'ils pensent par erreur que leurs attaques auront un impact sur nos résolutions* ⁵ ».
- 8 juillet : les directeurs de la CIA et du FBI, dans une réunion confidentielle avec les Sénateurs et représentants du Congrès, affirment que la menace terroriste contre les Etats-Unis n'avait jamais été aussi élevée depuis le 11 septembre 2001⁶.
- 31 juillet : de hautes personnalités du gouvernement annoncent de nouvelles menaces contre les entreprises et le secteur bancaire de New York⁷. Le système d'alerte de New York passe à orange.

¹ GOVEXEC.com, *Rules expected next week on DC toxic rail shipment ban*, February 4, 2005.

² The New York Times, *Election could tempt attack by terror group Rice says*, April 19, 2004.

³ The New York Times, *Bush isn't surprised Americans expect attack*, April 21, 2004.

⁴ CNN.com, *Ashcroft : Al-Qaeda intends to attack US*, May 26, 2004.

⁵ CNN.com, *Ridge says Al-Qaeda planning attack*, July 8, 2004.

⁶ CNN.com, *Senators warned on terror threat*, July 9, 2004.

⁷ CNN.com, *Official : Al-Qaeda intends to strike in New York*, July 31, 2004.

- 1^{er} août : le ministre de la Sécurité intérieure, Tom Ridge, pendant une conférence de Presse révèle : « *cet après-midi nous avons des informations nouvelles et particulières sur les lieux qu'Al-Qaeda voudrait attaquer (...) c'est alarmant tant en ce qui concerne la quantité d'information que sa précision*¹ ». Il faut rappeler que la convention du Parti républicain était programmée pour le 30 Août à New York.
- 8 septembre : pendant une conférence électorale le vice-président Cheney déclare : « *si nous faisons le mauvais choix alors le danger est que nous serons à nouveau attaqués d'une manière qui sera dévastatrice pour les Etats-Unis* ». Le sénateur John Edwards (démocrate) explique : « *Ce qu'il (Cheney) a dit au peuple américain, était que si vous allez voter en Novembre et élisez quelqu'un d'autre que nous (Bush), alors il y aura une nouvelle attaque terroriste et ce sera de votre faute*² ».
- 14 octobre : le *Washington Post* confirme que l'instrumentalisation de la menace terroriste par le gouvernement Bush permet à ce dernier de gagner des points électoraux³.
- 19 octobre : lors d'une réunion électorale sur invitation seulement, le vice-président Cheney déclare : « *La plus grande menace pour notre nation à laquelle nous devons faire face maintenant, est la possibilité que les terroristes se trouvent au milieu d'une de nos villes avec des armes plus mortelles que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent – des agents biologiques ou une bombe nucléaire ou une arme chimique quelconque pour menacer la vie de centaines de milliers d'Américains. C'est là la menace ultime...*⁴ ».
- 31 octobre : moins de 100 heures avant les élections, la cassette vidéo de Ben Laden est distribuée à la presse américaine. Il semblerait que cet événement ait été favorable au camp du président Bush⁵.
- Depuis les élections du 2 novembre 2004 et la réélection de G.W. Bush, le brouhaha « politico-terroriste » des néoconservateurs s'est estompé. Les disciples de Strauss et de Bloom ont su tirer le meilleur parti politique d'un terrorisme international qu'ils n'ont certainement pas créé, mais tout au plus attisé volontairement ou par ignorance.

¹ The New York Times, *US warns of terror threat against financial buildings*, August 1, 2004.

² The New York Times, *Cheney warns of terror risk if Kerry wins*, September 8, 2004.

³ Washingtonpost.com, *Terrorism threat narrows race*, October 14, 2004.

⁴ The New York Times, *Cheney evokes blasts in US as he questions Kerry's leadership*, October 19, 2004.

⁵ The New York Times, *Terrorist Tape - Political Angst*, October 31, 2004.

LES CONSEQUENCES POUR LA SOCIETE AMERICAINE ET LES LIBERTES CIVIQUES

Devant l'ampleur de l'agression humaine, matérielle et psychologique, subie par les Etats-Unis, les autorités néoconservatrices ont réagi avec une grande célérité et ont imposé des mesures d'exception, parfois sans l'accord des Chambres.

L'imposition du *Patriot Act*

Le *Patriot Act*, la première loi liberticide motivée par les attentats du 11 septembre a été présentée au Congrès le mercredi 19 septembre. Compte tenu de l'évacuation de Washington des responsables du gouvernement et du Congrès, suite aux attaques, ce texte de 342 pages fut écrit en seulement 2 ou 3 jours par l'Assistant Attorney general Viet Dinh¹ ! Dès sa rédaction achevée, une pression très forte a été exercée par le ministre de la Justice, John Ashcroft, pour faire approuver ce texte sans discussion ni changement². Le vendredi 12 octobre, le texte commence la phase de négociation entre le Sénat et la Chambre des représentants³. Le lundi 15 octobre, des lettres piégées à l'anthrax imposent l'évacuation du Congrès jusqu'au lundi 22 octobre. Pas de bureau, pas de standard téléphonique et pas de courrier pour les élus du peuple qui sont soumis à des tests de dépistage ! Le mercredi 24 octobre le texte est mis au vote et approuvé pratiquement sans modification. Le président Bush signera cette loi le vendredi 26 octobre 2001. La coïncidence interpelle car les enquêtes du FBI semblent indiquer que les souches de cet anthrax proviennent du laboratoire de guerre biologique de l'US Army à Fort Dietrick tout près de Washington⁴. Dans son livre *Biological Weapons*, Jeanne Guillemin⁵ indique que les spores de la « lettre du sénateur Dashle étaient exceptionnellement sans résidus bactériens et se dispersaient facilement. La technique de préparation était sophistiquée et indiquait une production par un scientifique expérimenté au sein d'un programme étatique. L'anthrax envoyé par la poste fut identifié comme une souche d'Ames, le programme américain qui existait depuis des années et qui est toujours actif. D'autres tests réalisés par le FBI en 2002 indiquaient que les spores avaient été préparées dans les deux années précédant l'envoi⁶ ».

Dans la foulée, le FBI emprisonne des milliers de non-citoyens aux noms à consonance moyen-orientale, sans qu'ils aient accès à la justice et aux avocats. Puis le Pentagone et les conseillers de la Maison-Blanche mettent au point un territoire de non-droit appelé « prison de Guantanamo ». Des études juridiques sont diligentées par la Maison-Blanche pour trouver des méthodes afin de contourner les interdictions de tortures existant dans la loi américaine. Cela ne suffit pas, et pour les interrogatoires extrêmes la CIA et le Pentagone mettent en œuvre le programme de *Rendition* : des agents américains kidnappent des suspects dans n'importe quel

¹ Washingtonpost.com, *Six weeks in Autumn*, October 27, 2002.

² O'Harrow, Robert, *Six Days in Autumn*, Washingtonpost.com, October 27, 2002.

³ Center for Democracy & Technology, *Legislative History of the Etats-Unis Patriot Act*, September 28, 2004.

⁴ CNN.com, *Breakthrough may be close in Anthrax probe*, January, 21, 2002.

⁵ Jeanne Guillemin - Professeur au Boston College et Senior Fellow au Security Studies Program du Massachusetts Institute of Technology, auteur du livre : *Anthrax : The Investigation of a Deadly Outbreak*.

⁶ Guillemin, Jeanne, *Biological Weapons from the invention of State-Sponsored programs to contemporary Bioterrorism*, Columbia University Press, 2005.

pays du monde, y compris en Europe¹, les transportent pieds et poings liés à bord d'un jet privé vers un pays ami pratiquant la torture. Les représentants américains dirigent alors l'interrogatoire sans se salir les mains, légalement parlant. Un citoyen canadien kidnappé alors qu'il était en transit à l'aéroport de Kennedy a ainsi bénéficié d'un séjour d'un an dans les geôles syriennes grâce à la CIA. Il a ensuite été relâché sans explication. Ce n'est pas un cas isolé, malheureusement.

Le *Patriot Act* est une fantastique arme orwellienne. Il a permis de suspendre un grand nombre des libertés constitutionnelles des citoyens américains qui peuvent maintenant être espionnés, voire même être emprisonnés, sans procédure judiciaire. On est loin des principes fondateurs de la plus grande démocratie : « *Les hommes nés libres sont naturellement vigilants pour combattre les limitations à leur liberté, imposées par dirigeants aux mauvaises intentions. Les plus grands dangers pour la liberté sont cachés sous l'aspect d'un empiètement insidieux proposé par des hommes zélés, bien intentionnés mais sans compréhension* »².

Le renforcement des moyens d'investigation, de surveillance et de contrôle

C'est devenu un lieu commun de dire que le 9/11 est la résultante de la faillite du renseignement américain. En fait il s'agit moins d'une faillite du renseignement, qui a relativement bien fonctionné, que de la faillite du gouvernement et de la bureaucratie américaine, qui ont refusé de prendre en compte la menace terroriste malgré les informations à leur disposition. Le rapport³ de la commission du 9/11 décortique admirablement les causes des dysfonctionnements.

Richard Clarke⁴, l'expert de l'antiterrorisme à la Maison-Blanche, a décrit son incapacité à attirer l'attention du Président G.W. Bush et de son équipe de néoconservateurs sur une menace imminente, qui venait de prouver sa capacité de destruction en Afrique⁵. Dans un mémorandum du 25 janvier 2001⁶, Clarke demande à Condoleeza Rice d'organiser de toute urgence une réunion ministérielle pour décider des actions à mener contre Al-Qaeda. Malgré de nombreux rappels, la première réunion n'aura lieu que le 4 septembre 2001. Peut-être peut-on expliquer ce manque d'attention par une focalisation excessive de la Maison-Blanche sur la préparation de la guerre d'Irak, ainsi que l'indiquent Bob Woodward, dans son livre d'interviews *Plan of Attack*⁷ et James Bamford dans *A Pretext for War*⁸.

Au FBI, les multiples rapports, provenant de divers bureaux régionaux, cherchant à diligenter une enquête nationale, ont été ignorés par la hiérarchie. La CIA avait identifié les organisateurs de l'attentat, mais n'a pas su communiquer la criticalité de la situation au FBI et à la Maison-Blanche. La NSA, responsable de l'écoute des communications planétaires, était submergée par la quantité de documents à traduire. Les conversations des pilotes kamikazes la veille de l'attentat ont bien été enregistrées, mais n'ont été traduites qu'une semaine plus tard. Partout il y avait une pénurie d'agents maîtrisant les langues et dialectes moyen-orientaux.

Face à ces dysfonctionnements, la réaction du gouvernement a surtout consisté à mettre plus de moyens. Le budget du FBI⁹ est passé de 3,3 milliards de \$ en 2001, à 5,6 milliards en 2005.

¹ The Wall Street Journal, *CIA Role in Kidnapping is Probed – Italy, Germany, Sweden Think U.S. May Have Violated Laws in Detaining Terror Suspects*, March 14, 2005.

² Louis D. Brandeis (1916-1939), U.S. Supreme Court of Justice.

³ The 9/11 Commission Report, *Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States*, Norton & Company, Authorized Edition 2004.

⁴ Clarke, Richard, *Against All Enemies – Inside America's War on Terror*, Free Press, 2004.

⁵ Le 7 août 1998 à Nairobi et Dar es Salam, deux attentats font plus de 300 morts et 5 000 blessés.

⁶ Clarke, Richard, *Memorandum For Condoleeza Rice – Presidential policy initiative review The Al Qaida Network*, National Security Council / National Security Archive, January 25, 2001.

⁷ Woodward, Bob, *Plan of Attack*, Simon & Schuster, 2004, pp. 9 et 31-34.

⁸ Bamford, James, *A Pretext for War – 9/11, Iraq, And the Abuse of America's Intelligence Agencies*, Doubleday, 2004, pp. 260-269.

⁹ The New York Times, *Big Rise for FBI in Antiterror War*, February 8, 2005.

Plus de 500 millions de \$ ont été investis pour la modernisation de son réseau informatique avec des fortunes diverses. 170 millions dépensés pour numériser le fichier des affaires en cours ont été perdus car le projet, après 2 ans d'efforts, n'a pu aboutir. Plusieurs centaines d'analystes et de traducteurs ont été embauchés (passant de 883 à 1 214). Mais les documents d'interception non traduits s'entassent encore et dépassent aujourd'hui 123 000¹, représentant 30 % du total de la collecte. Parallèlement, le FBI a développé le recrutement d'espions, d'agents et d'officiers étrangers pendant leur séjour sur le territoire américain entrant en compétition directe avec la CIA dont c'était jusqu'alors la prérogative².

La CIA a reçu ordre d'augmenter son staff d'analystes de 30 % et de doubler le nombre de ses agents à l'étranger. Avant 2001, l'agence comptait près de 20 000 employés, dont plus de 4 500 officiers de renseignement³. Il lui faut donc d'embaucher près de 7 000 spécialistes supplémentaires ! La CIA a également reçu l'autorisation de gérer des banques de données incluant des fichiers concernant des citoyens américains et de diligenter des enquêtes aux Etats-Unis dans les cas de suspicion d'aide au terrorisme, chose qui lui était interdite auparavant et qui était la prérogative exclusive du FBI. Porter Goss, son nouveau directeur, a forcé à la démission les 20 cadres supérieurs de l'Agence⁴ et près de 60 officiers expérimentés ont été remerciés. Les nouvelles règles édictées par Goss imposent à l'analyste : « *d'étayer, par son travail, la politique du gouvernement* »⁵, et « *en tant qu'employés de l'Agence nous ne pouvons pas être d'accord, ni promouvoir, l'opposition au gouvernement et à sa politique* ». Les études doivent se focaliser sur le long terme à l'exclusion des menaces immédiates⁶.

Le ministre de la Défense, Ronald Rumsfeld, a créé son propre service de renseignement et d'action clandestine : les *Strategic Support Teams (SST)*. Ces nouveaux espions et commandos peuvent opérer aussi bien dans les pays amis, ennemis qu'aux Etats-Unis⁷, bien que la loi du *Posse Comitatus Act* de 1878 interdise aux militaires américains toute opération offensive sur le territoire national. Un des effets du 9/11 a été d'estomper cette interdiction. Ces troupes d'élite ultrasécètes dépendent directement du ministre et de ses proches assistants, sans aucune supervision du Congrès, contrairement à la coutume. Les SST sont entraînées pour le renseignement humain (Humint), notamment du recrutement de membres de gouvernements étrangers avec lesquels les Etats-Unis ne sont pas en guerre, ainsi que personnalités de gouvernements alliés. Un mémo du Pentagone indique que : « *le recrutement d'agents peut inclure des personnalités connues dont l'association avec le gouvernement américain serait embarrassante si elle venait à être divulguée* »⁸. Il y a là une concurrence évidente entre les SST, la CIA et le FBI.

Parallèlement, tous les autres services de renseignement dépendant du Pentagone ont vu leurs effectifs s'accroître : la *Defense Intelligence Agency (DIA)* a embauché plus de 1 000 analystes ; la *National Geospatial-Intelligence Agency (NGA)*, satellites d'observation) en a recruté 900 et la *National Security Agency (NSA)*, interceptions des communications) plus de 7 000⁹. Soit un total de plus de 9 000 nouveaux spécialistes du renseignement. Ces chiffres divulgués par la presse sont certainement très inférieurs à la réalité.

Une des conséquences du 11 septembre est donc le recrutement de près de 20 000 nouveaux spécialistes du renseignement qui vont être impliqués dans la lutte antiterroriste. Ils auront notamment pour mission d'alimenter les 22 banques de données du gouvernement fédéral. Pour donner un ordre d'idée de la tâche, le FBI, à lui seul, collecte plus de 2 millions d'heures

¹ BBC News, *Backlog of Terror tapes dogs FBI*, September 28, 2004.

² Washington Post, *FBI Pushes to Expand Domain into CIA's Intelligence Gathring*, February 6, 2005.

³ Washington Post, *Bush Orders CIA to Hire more Spies*, November 24, 2004.

⁴ Washington Post, *Changing of the Guard at the CIA*, January 6, 2005.

⁵ The New York Times, *New CIA Chief Tells workers to Back Administration Policies*, november 17, 2004.

⁶ Washington Post, *Changing of the Guard at the CIA*, January 6, 2005.

⁷ The New York Times, *In Terror fight Domestic role for U.S. Troops*, January 23, 2005.

⁸ Washington Post, *Secret Unit Expands Rumsfeld's Domain*, January 23, 2005.

⁹ Washington Post, *Analysts are in Great Demand*, December 12, 2004.

d'écoutes téléphoniques par an¹, uniquement pour l'antiterrorisme et le contre-espionnage. Le recoupement et le regroupement des informations entre les diverses banques de données étatiques ne pourront être réalisés à court ou moyen terme, car l'architecture électronique et les nomenclatures de chaque banque de données présentent des différences notoires. À cela, il faut ajouter la résistance naturelle de bureaucraties cherchant à préserver leurs prérogatives et leur pouvoir coûte que coûte. Surtout, les diverses agences sont en train de tester différents systèmes pour pouvoir croiser électroniquement leurs informations avec celles des grandes banques de données commerciales, financières ou autres. La question de la constitutionnalité d'un tel système d'espionnage globalisé contre les citoyens américains reste ouverte malgré le vote du *Patriot Act*.

La multiplication des contrôles dans le transport aérien

Pour filtrer les 650 millions de passagers voyageant chaque année aux Etats-Unis, il a été indispensable d'automatiser le processus avec l'informatique. La difficulté vient non seulement du nombre de passagers, mais aussi de la cadence à maintenir pour éviter un embouteillage systématique des aéroports qui fonctionnent déjà à la limite de leurs capacités. Les autorités américaines ont choisi de s'en remettre complètement à la gestion informatique. Ceci est parfaitement logique quand il s'agit de la gestion de processus mécaniques, mais, pour gérer des flux humains, il en va tout autrement. Les informations, issues des services de renseignement, relatives à l'antiterrorisme, sont autant protégées que les secrets nucléaires du temps de la Guerre froide. Il n'existe pas suffisamment d'agents habilités "secret défense" dans les aéroports pour traiter l'information classifiée. Certains diront que les données personnelles du citoyen sont bien protégées, mais c'est au prix d'un nombre incalculable d'erreurs qui menacent directement sa capacité de voyager et sans doute de travailler. Les autorités américaines buttent sur l'obstacle de l'incapacité à purger les erreurs d'un grand nombre de banques de données, certaines étatiques et protégées par le "secret défense", d'autres appartenant à des entreprises privées. Les autorités américaines ont pour l'instant choisi d'ignorer cet obstacle.

Dans son combat sécuritaire tous azimuts le gouvernement américain considère tous les citoyens comme des terroristes potentiels. Tous sans exception, personnes âgées, enfants, nouveaux-nés ou nonnes, représentants au Congrès ou sénateurs, ainsi que les pilotes de l'avion, sont soumis aux mêmes contrôles tatillons : déchaussage, déshabillage, palpation approfondie, etc. Petits ciseaux et autres limes à ongle sont confisqués, les ordinateurs portables sont inspectés au niveau des piles, tout est reniflé électroniquement pour trouver des résidus de poudre. Le bon sens est passé aux oubliettes : les détenteurs d'habilitation "secret défense" au plus haut niveau ne sont pas épargnés et certains ont été refoulés sans raison. On confisque les coupe-ongles des pilotes qui n'ont certes pas besoin de ces babioles pour prendre le contrôle de l'avion ! Bref, un pays entier navigue dans l'absurdité la plus totale. Deux choses sont certaines : le coût et l'anxiété latente des passagers.

Les contrôles tatillons à l'embarquement entraînent des files d'attente d'une demi-heure à une heure en moyenne. Trois et quatre heures de queue ont été enregistrées à l'aéroport de Las Vegas, pour des vols n'excédant pas cinq heures. L'inspection ne prend que quelques minutes, mais le phénomène de ralentissement du flux crée des attentes interminables. L'application stricte des règles, à terme, va rapidement provoquer la disparition des vols de moins d'une heure, les passagers leur substituant la voiture.

Le parcours du combattant, les tracasseries et l'inquiétude, voire la peur incitent déjà de nombreux passagers à ne pas utiliser la voie aérienne. Divers sondages indiquent une diminution de 25 % des intentions de prendre l'avion pour une perte annuelle de près de 3 milliards de \$. Cette diminution de trafic dure depuis octobre 2001 et semble devoir continuer.

¹ Office of the inspector General, *Semiannual report to Congress*, April 1-2004 to September 30-2004.

La situation en Europe

Depuis les années 1980, la France dispose d'une grande expérience du terrorisme islamique. Notamment, le 26 décembre 1994, des terroristes du GIA algérien détournent un Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger. S'ils ont été éliminés grâce à l'intervention du GIGN sur l'aéroport de Marignane où ils faisaient escale, leur cible finale n'était autre que la tour Eiffel. L'Espagne et la Grande-Bretagne ont eu respectivement l'ETA et l'IRA, et l'Italie et l'Allemagne n'ont pas été épargnées. C'est sans doute cette expérience qui a permis à l'Europe de résister à la pression hégémonique des Etats-Unis qui cherchaient à faire appliquer leurs procédures sur le vieux continent. La Commission européenne a cependant plié sous le diktat de Washington en ce qui concerne le transfert des données personnelles de tous les passagers européens à destination des Etats-Unis, faisant fi de la loi européenne de protection des données informatiques et des directives du Parlement européen.

En septembre 2001, les lois et procédures permettant le filtrage des passagers et des bagages aux aéroports étaient déjà en place et bien rodées. Il suffisait seulement d'en moduler les améliorations en fonction des résultats d'une analyse de risques récente. Le système de défense antiterroriste en France et dans les aéroports européens comporte vraisemblablement de nombreuses failles, comme Richard Reid l'a démontré. Mais globalement ce système de défense semble fonctionner et les passagers européens ne sont pas harcelés par la sécurité, ni terrorisés, comme aux Etats-Unis. Le coût de la sécurité n'est pas prohibitif et les compagnies aériennes se portent bien.

En Europe, les voyages en train représentent une réelle alternative aux voyages en avion. Il est donc logique que le transport ferroviaire soit ciblé par les terroristes, comme ce fut le cas le 11 mars 2004 à Madrid. L'Europe doit donc se défendre sur deux fronts. Une note positive est que les trains ne sont pas des instruments appropriés pour les kamikazes qui cherchent à percuter un gratte-ciel. Mais les trains peuvent exploser dans un tunnel sous le gratte-ciel et déclencher un effondrement. Dans le domaine de la sécurité ferroviaire tout reste à faire.

Il est possible de rendre la sécurité performante et efficace et par là même éviter les excès américains, qui eux sont inefficaces. Pendant plus de 30 ans, la compagnie aérienne israélienne El Al a été la cible privilégiée de tous les terroristes du Moyen-Orient, sans succès. Face à une quantité d'attaques sans égale, la compagnie aérienne est parfaitement sécurisée. De même, la grande majorité des attaques contre les autobus sont neutralisées. Le secret de l'efficacité israélienne réside dans le profilage basé sur un renseignement humain hors pair, des moyens électroniques s'ajoutant à une formation et des tests journaliers de tous les opérateurs. Entre l'extrême de l'efficacité israélienne et la lourdeur du système américain, l'Europe devra choisir sa voie pour refléter pleinement les attentes de ses citoyens.

Les nouveaux dispositifs de sécurité et l'atteinte aux droits civiques

C'est dans le domaine des libertés constitutionnelles des citoyens que les plus graves questions se posent. Tous les experts s'accordent à dire que le renseignement est un élément essentiel de la lutte contre le terrorisme. Contrairement aux enquêtes judiciaires qui sont faites à charge et à décharge, afin d'éviter les inexactitudes et les risques d'erreurs, le renseignement est l'art de percevoir des tendances contextuelles au travers du brouillard du champ de bataille. Les enquêtes judiciaires cherchent des preuves. Dans le renseignement, les rumeurs et les ragots, même non fondés, jouent souvent un rôle contextuel non négligeable. La difficulté surgit quand on utilise sans analyse contextuelle des données issues du renseignement dans un domaine ayant des répercussions judiciaires immédiates. C'est le cas des banques de données qui sont utilisées pour le filtrage des passagers aux aéroports américains. Le moindre soupçon, peut-être dû à un homonyme ou à une erreur, interdit l'embarquement dans un avion. Personne ne veut prendre le

risque de laisser embarquer le prochain pilote kamikaze, identifié par la banque de données, même si le passager se trouve être le sénateur Kennedy !

Les droits des citoyens subissent les attaques constantes non seulement des services de renseignement étatiques, mais aussi des opérations de renseignement des entreprises privées. Les banques de données des entreprises américaines spécialisées sont tellement performantes que la communauté du renseignement étatique américaine, malgré ses moyens accrus, éprouve la nécessité de croiser ses données avec celles-ci. Nous assistons donc à un processus d'externalisation du renseignement - qui traditionnellement était un monopole étatique - qui vient s'ajouter à la privatisation des services de sécurité aériens. Ce double phénomène met entre les mains d'entreprises privées, dont la principale motivation est le profit, les moindres détails de la vie des citoyens. Il y a une différence importante quand l'État ou une banque collecte des informations confidentielles ou lorsque la collecte est le fait d'une entreprise commerciale. Le personnel assermenté de l'État ou des banques est soumis à un devoir de confidentialité sanctionné pénalement, ce qui n'est pas le cas du personnel de l'entreprise. Certaines entreprises américaines comme Choice Point ont vendu, par erreur sans doute, les données confidentielles 145 000 citoyens à des associations criminelles¹.

Dans le domaine des libertés individuelles et des droits de l'homme, nous assistons donc à une schizophrénie américaine. Avant le 11 septembre 2001, nous avions une Constitution américaine qui était très favorable aux libertés des citoyens : fondée sur le principe fondamental de l'innocence présumée de tout citoyen, il incombait à l'État de prouver la culpabilité du délinquant avant de restreindre ses libertés. L'État ne pouvait pas espionner ses citoyens, sauf en cas de suspicion légitime validée par un mandat judiciaire. La Constitution garantissait l'équilibre des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif, chacun ayant droit d'enquête sur les agissements des deux autres. La transparence était de règle. Depuis le 26 octobre 2001 et l'adoption du *Patriot Act*, cet équilibre constitutionnel a volé en éclats. Le gouvernement opère en secret et sans supervision, il considère tous les citoyens, même les représentants élus, comme des terroristes potentiels. Les prisons secrètes et la pratique de la torture se sont développées. La raison d'État a pris le dessus dans un contexte de pleins pouvoirs et d'état d'urgence. Tout élu qui émet des doutes sur la nécessité de ces mesures est traité dans la presse comme un traître à la nation. Une telle dérive ne correspond pas à la philosophie des néoconservateurs. Par contre les divers ouvrages et sermons des Chrétiens intégristes indiquent clairement une volonté de bannir tout comportement individuel non « moral » et en particulier l'avortement et l'homosexualité. Il faut noter que le ministre de la Justice, John Ashcroft, et ses collaborateurs appartiennent à cette communauté religieuse. Son successeur Alberto Gonzales est réputé avoir mis au point, dès 2001, une méthode légale d'utilisation de la torture, tandis qu'il était conseiller du président Bush. Cependant, il est fort probable qu'un tel état de fait, dont la constitutionnalité n'a pas encore été testée, ne survive pas longtemps au deuxième mandat du président Bush.

¹ Washington Post, I.D. *Theft Scam Hits D.C. Area Residents*, February 21, 2005.

L'IMPACT DU 9/11 SUR L'ÉCONOMIE DES ETATS-UNIS

L'exploitation par les néoconservateurs, à des fins de politique intérieure, de la tragédie du 11 septembre ne diminue en rien l'ampleur du traumatisme pour les Américains. D'autant que les attentats commandités par Ben Laden ont eu un effet financier très significatif sur l'économie américaine.

Le coût financier des attentats du 11 septembre 2001

Avec 40 milliards¹ de \$ de pertes assurées, le 11 septembre représente le double du précédent record détenu par l'ouragan Andrew (20 milliards de \$). Cela représente 10 fois le coût moyen assuré des grandes catastrophes naturelles et 40 fois le coût des attentats antérieurs les plus dévastateurs. Au coût pour les assurances, il faut ajouter les pertes économiques de la ville de New York qui s'élèvent à près de 83 milliards de \$. Dans la guerre économique qu'Al-Qaeda mène contre l'Occident, la bataille du 11 septembre représente une défaite américaine et une perte de plus de 120 milliards de \$, soit en 1 jour autant que le coût annuel d'occupation de l'Irak.

Pour minimiser l'impact sur l'économie et les marchés financiers, le gouvernement et la Federal Reserve Bank (FED) ont réagi de manière fulgurante. La FED a immédiatement injecté 100 milliards de \$ de liquidités et baissé les taux d'intérêt de 50 points de base. Cette action rapide, largement relayée par la presse, a permis de maintenir la confiance des marchés, malgré la destruction des infrastructures téléphoniques, informatiques et la fermeture de la bourse. Trois à six mois plus tard les agrégats macroéconomiques s'étaient largement rétablis.

Le gouvernement n'a pas pu maintenir l'interdiction des vols commerciaux au-delà de quelques jours. En effet, beaucoup de grandes usines recevant leurs approvisionnements sur le principe du « juste à temps » auraient été obligés de se mettre en chômage technique. Pour compenser les pertes des compagnies aériennes, le gouvernement, dès le 22 septembre, a alloué 15 milliards de \$ de fonds de stabilisation, plus 5 milliards pour la mise en œuvre d'une sécurité accrue et 40 milliards pour des facilités de crédits d'urgence. Malgré cela, les contraintes liées à l'augmentation des mesures de sécurité ont fait chuter le trafic de 25 % et occasionné, pour 2001, des pertes cumulées de 10 milliards de \$. Les compagnies internationales desservant les Etats-Unis ont enregistré quant à elles 11 milliards de pertes.

L'impact sur le marché des assurances

Un acte terroriste est aujourd'hui clairement assimilé à un acte de guerre et en tant que tel fait partie des exclusions « pour risque de guerre » dans les polices d'assurance. La politisation du terrorisme rend difficile l'analyse de risques et aléatoire toute modélisation intégrant des mesures de la fréquence et de la sévérité de la menace. Devant des risques dont les coûts potentiels dépassent toute expérience historique et qui menacent de mettre à mal leur stabilité économique,

¹ Hartwig, Robert, *The Long Shadow of September 11 : Terrorism & Its Impacts on Insurance and Reinsurance Markets*, Insurance Information Institute, July 25, 2002.

les grandes compagnies de réassurance internationales ont décidé de se retirer du marché. Pour palier à cette défaillance des assureurs - dont les conséquences se feraient ressentir sur la croissance de l'économie, sur les entreprises, ainsi que sur le marché de l'immobilier - certains Etats ont mis en place un système de pool avec garantie étatique. Les règles de mise en œuvre de ces pools varient suivant les pays.

Avant le 9/11 il n'y avait pas d'homogénéité assurancielle entre les divers Etats américains. L'Etat de New York était l'un de ceux où il n'y avait pas d'exclusion pour « risque terroriste ». Au niveau fédéral, il n'y avait pas non plus de pool de réassurance. Les compagnies d'assurance assimilant l'acte terroriste à un acte de guerre, le Congrès fut donc obligé de passer dans l'urgence le *Terrorism Risk Insurance Act* (TRIA)¹. Le TRIA établit une garantie de couverture dont les modalités sont assez complexes et dont la limitation s'élève à 100 milliards de \$. L'existence du TRIA étant limitée au 31 décembre 2005, des négociations sont en cours pour proroger son applicabilité sur deux ans. Il faut noter que le TRIA est limité au terrorisme « international » et couvre les compagnies aériennes américaines opérant à l'étranger.

Compte tenu de leur longue et triste expérience du terrorisme, l'Espagne (Consortio), la France (Gareat), la Grande Bretagne (Pool Re) et Israël (PTCF), ont très tôt mis au point le système de réassurance étatique. L'Allemagne, l'Australie et les Etats-Unis sont de nouveaux adeptes de ce système. Pour l'instant, chaque Etat opère indépendamment et les négociations en vue d'un traité international n'ont pas débuté. L'expérience des attentats terroristes antérieurs ne reflète plus la nouvelle donne. Dans le passé, le montant des dégâts était de 1 milliard de \$ en moyenne et l'événement était de nature strictement nationale. Les terroristes s'attaquaient directement à des cibles sur le territoire d'une seule nation. Le 9/11 a fait exploser le plafond des dégâts en passant de 1 milliard à 40 milliards de \$, voire à plus de 100 milliards si on inclut les pertes économiques induites. Mais le 9/11 n'est encore qu'un événement national : il s'agit de terroristes instrumentalisant des avions américains, décollant d'aéroports américains, les dégâts humains et matériels étant strictement localisés sur le territoire américain. Il est envisageable que certains attentats dans le futur impliqueront des avions ou des bateaux européens qui déposeront une bombe sale dans une agglomération américaine. Les estimations les plus modestes des dégâts pour un tel scénario avoisinent les 60 milliards de \$. La question se posera alors de savoir qui paye. Il ne fait pas de doute que les compagnies d'assurance sauront se prévaloir de l'exclusion de guerre NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique). La responsabilité des prestataires de sûreté au point de départ européen ne fera pas de doute car sans leur « négligence » (renseignement et filtrage/inspection), la bombe n'aurait pas pu voyager jusqu'aux Etats-Unis. Est-il concevable qu'un Etat européen, seul et sans l'aide de l'Union européenne, puisse garantir de tels risques ?

Le débat de l'assurabilité des risques terroristes incluant un attentat NRBC est largement ouvert tant sur le plan européen, transatlantique, que sur le plan international. L'industrie du transport, en raison de sa nature, étant transfrontalière, il faudra donc envisager une couverture mondiale pour les entreprises de transport ainsi que pour les prestataires privés de services de sûreté.

Les impacts sur le secteur du transport aérien

Le 9/11 est un acte terroriste qui a utilisé des avions de ligne comme des missiles pilotés par des kamikazes. Il était donc urgent pour les Etats-Unis d'améliorer le filtrage de l'embarquement dans les aéroports. La première réaction du gouvernement fut d'interdire tous les vols et les survols non militaires du territoire. Cette décision s'est avérée très vite pénalisante pour l'économie américaine et n'a pas pu être maintenue au-delà de quelques jours. Si les entreprises

¹ Hartwig, Robert, *The Fate of TRIA : Is Terrorism an Insurance Risk ?*, Insurance Information Institute, June 3, 2004.

ont pu accroître l'utilisation de la vidéoconférence, les usines par contre se sont vite trouvées à court d'approvisionnements stratégiques. Il s'agit là d'une particularité américaine, qui fait que les grandes distances n'ont pas permis l'utilisation du train ou de la voiture pour remplacer l'avion. Compte tenu de la criticalité du transport aérien, le gouvernement a donc focalisé toute son attention sur la sécurisation de ce mode de transport, au détriment du train et de la voiture et cette situation perdure malgré les attentats contre des trains à Madrid.

Avant le 11 septembre, la sécurité et le filtrage dans les aéroports étaient l'affaire des compagnies aériennes qui sous-traitaient à des entreprises de sécurité. Les sous-traitants payaient leur personnel au salaire minimum et la formation était illusoire. La *Federal Aviation Agency* (FAA) était responsable non seulement de la supervision et du contrôle qualité de la sécurité/sûreté mais aussi de la fiabilité des avions, de la formation des pilotes, de la fluidité du trafic et du contrôle aérien. La préoccupation première de la FAA était la fluidité du trafic et 52 messages¹ d'alerte terroriste n'ont pas pu attirer son attention sur l'imminence de l'attaque du 9/11. Le but de la sécurité aux aéroports était d'interdire l'embarquement d'armes à feu et de poignards ainsi que de s'assurer que tous les individus douteux, identifiés par profilage électronique, embarquaient effectivement avec leurs bagages de soute. Le principe de l'avion-suicide était considéré comme une impossibilité, seul le détournement ou une bombe à bord étaient envisagés.

Le 19 novembre 2001, le président Bush confirmait la nationalisation de la sécurité du transport aérien par la création d'une nouvelle agence : la *Transport Security Agency* (TSA). La TSA regroupe 45 000 employés, dont 28 000 sont affectés au filtrage des passagers dans les aéroports. La TSA dispose d'un budget de 5,5 milliards de \$, dont 4,9 milliards pour la sécurité aérienne. Dans le domaine du transport aérien, la nouvelle agence dépensera près de 2 milliards de \$ pour ses achats annuels.

Depuis les attentats et la création de TSA, les tâches de la nouvelle agence de sécurité aérienne sont devenues :

- l'inspection-filtrage des passagers pour intercepter armes, explosifs et tout objet coupant (12 millions d'objets interceptés en 2004) ;
- l'inspection-filtrage des bagages enregistrés pour intercepter les explosifs. Le but, non encore totalement atteint, est l'inspection de 100 % des bagages ;
- le contrôle du fret embarqué en vérifiant que le transitaire « est connu » ;
- la mise en œuvre d'un contrôle d'identité biométrique pour les passagers et tout personnel travaillant dans la zone d'aéroport ;
- la mise en œuvre d'un système informatique d'identification automatique des terroristes potentiels et/ou présumés en enquêtant dans le détail sur la vie et les habitudes personnelles de 100 % des passagers. Ce système devra être interconnecté automatiquement avec toutes les banques de données gouvernementales et des agences de renseignement, le contenu et le fonctionnement étant soumis à un haut niveau de secret défense ;
- la sécurisation périmétrique des zones d'aéroports ;
- le blindage des portes de cabine de pilotage à bord des avions ;
- la gestion de gardes armés sur tous les vols sensibles et de manière aléatoire sur les autres vols (budget de 688 millions de \$) ;
- l'étude de la protection des avions contre les missiles ;
- l'étude de la protection des avions contre des attaques avec des systèmes au rayon laser.

Par ailleurs, le 23 janvier 2002, le président Bush a signé l'acte de création d'un super-ministère de la Sécurité intérieure : le *Department of Homeland Security* (DHS). Le DHS regroupe 22 agences gouvernementales - dont la TSA, les douanes, etc. - pour un total de 180 000 employés. Il est également responsable de la coordination d'une centaine d'agences gouvernementales. Le DHS dispose d'un budget² de 41 milliards de \$, soit le double des dépenses sécuritaires de 2001 aux

¹ The New York Times, *9/11 Report Cites Many warnings About Hijackings*, February 10, 2005.

² U.S. Department of Homeland Security, *Budget-in-Brief Fiscal Year 2006*, February 2005.

Etats-Unis. Il faut ajouter à cette somme les budgets propres des 50 Etats fédéraux. Le DHS dépensera annuellement 9,5 milliards de \$ pour des achats de matériel et de services auprès du secteur privé, auxquels il faut ajouter les achats des différents États.

Malgré cette débauche de moyens de la part des autorités américaines, l'efficacité du système n'est que relative, comme l'indiquent les incidents répétés rapportés par la presse. Les portes blindées peuvent être contournées en dévissant les panneaux latéraux dans les toilettes ; les gardes armés sont immédiatement identifiables par leur tenue vestimentaire et leur comportement ; les systèmes antimissiles sont trop onéreux à l'achat et à l'entretien ; les terroristes kamikazes n'ont pas commis de crime préalablement et ne sont donc pas identifiables par le profilage informatique. De plus il n'est pas nécessaire d'avoir des explosifs ou des objets coupants pour prendre le contrôle d'un avion.

Toutefois l'approche sécuritaire choisie par les autorités américaines s'avère parfaitement efficace pour endommager durablement la santé économique des compagnies aériennes et mettre à mal les droits civiques des citoyens américains. L'*Air Transport Association* estime¹ que les compagnies aériennes qui ont perdu près de 10 milliards de \$ en 2004 sont confrontées aux nouvelles taxes proposées par l'administration Bush qui représenteraient une ponction supplémentaire de 6,5 milliards de \$. Ainsi, les compagnies américaines sont-elles pratiquement toutes en faillite ou sous perfusion², alors que dans le même temps, les compagnies européennes ont fait un bénéfice cumulé de 900 millions de \$³. La cause n'en est pas principalement le 9/11, mais davantage la politique de l'administration Bush qui entretient un climat de peur autour du vecteur ayant servi aux attentats de New York et de Washington.

Cette frénésie législative et réglementaire ne s'est pas limitée au seul territoire américain. Pour assurer leur sécurité, les Etats-Unis ont rendu possible, de jure ou de facto, l'application extraterritoriale de ces mesures.

¹ Aviation Week & Space Technology, *Massive retaliation*, February 14, 2005, p.27.

² Bureau of Transport Statistics, *Third Quarter 2004 Airline Financial Data*, December 16, 2004.

³ Association of European Airlines, *Press Release – European Airline Traffic*, 3 Février 2005.

LES CONSEQUENCES POUR L'ECONOMIE INTERNATIONALE

L'ampleur de l'agression dont ils ont été victimes, leur détermination et leur puissance économique et militaire ont permis aux Etats-Unis d'imposer de nouvelles règles de sécurité, à leur avantage. Or, celles-ci sont désormais imposées à l'ensemble de la planète, alors même qu'elles sont motivées par de très fortes arrières-pensées économiques. En l'espace de 3 ans, nous avons assisté à la constitution d'un nouveau marché industriel et des services autour de la sécurité, à la périphérie du marché des transports. Ainsi, sous couvert de guerre contre le terrorisme, Washington a mis en marche une formidable machine de guerre industrielle et économique.

La sécurité : un nouveau centre de profit

Les attentats du 9/11 auront eu pour effet de poser clairement la question de la sécurisation du transport de fret et de la chaîne des approvisionnements industriels. La mise en sécurité de celle-ci permet de lutter, non seulement contre le terrorisme, mais surtout contre les réseaux globalisés du crime organisé. Les enjeux financiers sont colossaux.

Chaque année le crime organisé ponctionne 100 milliards de \$ au titre du vol de fret et 450 milliards de \$ au titre de la contrefaçon. Par ailleurs, les entreprises perdent 600 milliards de \$ au titre de la fraude¹. Au total, chaque année, ce sont 1 150 milliards de \$ qui disparaissent de la ligne de profit des entreprises. Les pertes de cette nature sont rarement assurées. Dans la grande majorité des cas, l'entreprise évite des déclarations qui ne sont pas favorables à l'image donnée aux actionnaires et qui ne permettent pas de récupérer les biens. Il est certain qu'une amélioration de la sécurité, ainsi qu'une traçabilité pointilleuse de la chaîne d'approvisionnement depuis la sortie d'usine jusqu'à la livraison au client, permettra de diminuer ces pertes de près de moitié, voire plus. Par exemple, la mise en place d'un système de suivi et de sécurisation du transport par Federal Express a immédiatement amélioré la productivité et accru les marges de l'ordre de 10 à 15 %. La difficulté de prouver le retour sur investissement dans la sécurité réside dans les us et coutumes comptables. Généralement, il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique pour enregistrer précisément le coût de la fraude et du vol. Le coût de la sécurité augmente les dépenses, mais le retour sur investissement se trouve noyé au niveau de la ligne de profit. Un effet naturel de la sécurité réside dans le fait qu'il n'y a pas eu de perte, donc il n'y a rien à mesurer. Le bilan des entreprises ne permet donc pas de comparer leur capacité de résistance au crime organisé, ou bien la résistance aux dommages du terrorisme.

La réaction des entreprises américaines à l'amélioration de la sécurité est, il fallait s'y attendre, mitigée. Il est plus profitable de faire payer le gouvernement. Lors d'une conférence sur la sécurité du fret à Washington, au début de 2005, un représentant de CNF Inc. a remarqué : « *Nous n'avons pas enregistré un retour sur investissement pour notre programme C-TPAT (programme de sécurité fédéral volontaire). Quelqu'un le long de la chaîne d'approvisionnement a pu en profiter, mais ceux*

¹ Koletar, Joseph, *Fraud Exposed – What You Don't Know Could Cost Your Company Millions*, p.XV, John Wiley & Sons, 2003.

qui ont dépensé l'argent n'ont rien vu »¹. Au cours de la même conférence, le représentant de The Warnaco Group renchérit : « c'était la chose à faire, mais nous n'avons pas vu la valeur. Avant le 9/11, nous dépensions 2 millions de \$ pour empêcher la fauche. Maintenant nous dépensions entre 5 et 6 millions de \$. Nos actionnaires n'investissent pas dans l'entreprise pour satisfaire les initiatives sécuritaires nationales ». Il faut noter une résistance similaire aux investissements en sécurité informatique, et pourtant, dans ce domaine aussi, les pertes se chiffrent en dizaines de milliards.

Malgré des coûts importants, la sécurisation du transport de fret tout le long de la chaîne logistique représente un potentiel de profit, non négligeable, pour les entreprises. Cependant il est vraisemblable que des réglementations nationales homogènes au niveau international soient nécessaires pour une mise en œuvre effective. Jeffrey Kessler, un expert de la banque d'affaires Lehman Brothers à New York déclare : « Nous avons évolué d'une focalisation sur l'aviation (où les grandes campagnes d'achat du gouvernement sont déjà faites), vers le domaine de l'inspection du fret. L'inspection du fret va être le prochain très, très, grand chantier de mise en œuvre, sans doute pas parce que le gouvernement veut le faire mais parce qu'ils seront forcés à le faire »².

Aux profits de la sécurité pour les entreprises, il faut ajouter l'augmentation des rentrées de douanes dues à une meilleure identification des marchandises. Les statistiques et études dans ce domaine si elles existent sont tenues confidentielles, mais il est certain que les douanes pourront récupérer des sommes non négligeables.

Une étude de l'OCDE³ sur les coûts de la sécurité dans le domaine maritime donne une bonne indication de complexité et de l'ampleur de ce marché. Ce marché comporte de la technologie, du matériel, des services et la gestion des informations issues du renseignement. Nous sommes dans un environnement où la menace évolue constamment et rapidement. Les mesures antiterroristes sont très complexes car elles intègrent beaucoup de haute technologie. Dans un tel contexte, les bureaucraties gouvernementales sont dépassées car leur capacité d'adaptation est trop lente, en particulier à cause des cycles budgétaires. Nous assistons donc à une tendance à la privatisation de la sécurité, une prérogative qui était encore récemment un monopole étatique.

L'OCDE donne les estimations (minimum) globales suivantes :

- pour les bateaux : coût initial 1,2 milliard de \$, plus 750 millions annuellement ;
- pour les ports : coût initial 963 millions de \$, plus 509 millions annuellement ;
- la règle de prénotification « 24 heures » : coût 281 millions de \$ par an.
- L'OCDE a aussi chiffré quelques économies :
- numérisation des documents de transport : économies de 1 milliard de \$ par an pour les entreprises et 400 millions de \$ par an pour le gouvernement américain ;
- le surcoût des inventaires nécessaires à cause d'une mauvaise sécurité qui risquerait de ralentir les livraisons : 80 milliards de \$ pour les seuls Etats-Unis.

Les estimations pour équiper les aéroports de détecteurs d'explosifs indiquent un coût global de 12 milliards de \$ (pour les Etats-Unis seulement) et l'embauche de 50 000 personnes assermentées supplémentaires.

Toute la dynamique de la société américaine étant axée sur l'esprit d'entreprise, le profit et l'économie, ces mesures ont permis la constitution d'un complexe de l'industrie de la sécurité, pendant du « complexe militaro-industriel ». Ce complexe de la sécurité regroupe les grands conglomérats industriels qui prospèrent grâce au business de la peur. Les néoconservateurs ont largement instrumentalisé cette peur à l'intérieur même des Etats-Unis. De plus, le chaos globalisé de la guerre contre le terrorisme permet de développer le marché mondialement et d'imposer les

¹ Homeland Security & Defense, *Some companies question benefit of participating in C-TPAT program*, March 2, 2005.

² Homeland Security & Defense, *HS experts see market opportunities in cargo screening at airport, seaports*, March 9, 2005.

³ OCDE Maritime Transport Committee, *Security in Maritime Transport : Risk Factors and Economic Impact*, OCDE, July 2003.

standards technologiques américains à l'étranger. Les experts sont unanimes pour affirmer que la menace du terrorisme existera sans doute pour les 50 ans à venir. La création d'une industrie de la sécurité, dont le marché initial et les normes sont américains, devrait assurer l'hégémonie industrielle des entreprises d'outre-Atlantique.

Des normes de sécurité à vocation planétaire

Les entreprises américaines ont été très tôt le fer de lance du processus de globalisation de l'industrie et du commerce mondial. Grâce à leur dynamisme et à un marketing très pointu, elles ont su tirer les plus grands profits. De nombreux experts soupçonnent la NSA, qui par son programme de renseignement *Echelon* écoute toute la planète, d'avoir favorisé l'obtention de certains contrats stratégiques. Aujourd'hui, c'est sous couvert d'interdiction d'entrée d'armes de destruction massive sur le territoire national, que le gouvernement américain impose ses normes sécuritaires à toute l'industrie du transport. Dans un premier temps ce sont les douaniers américains qui ont été positionnés dans les ports et aéroports étrangers, pour inspecter les envois douteux avant leur départ. Puis ce sont toutes les données détaillées du transport qui font désormais l'objet d'une collecte systématique. Auparavant, Washington écoutait ses concurrents grâce à la NSA ; demain les Américains suivront les flux du commerce mondial grâce au système sécuritaire édifié contre le terrorisme. Le but final étant bien sur d'améliorer la compétitivité et la rentabilité (à moyen et long termes) des entreprises américaines qui seront poussées à adopter les normes et les mesures de sécurité dès le début du processus. Enfin, les normes techniques de sécurisation mises au point outre-Atlantique permettront de maintenir la prédominance américaine pour des décennies.

Transport aérien

Depuis novembre 2001, la loi américaine *Aviation Transportation Safety Act* (ATSA) exige un contrôle de 100 % du fret aérien. En réponse à cette exigence législative, la TSA a mis en place le programme du « transitaire connu » (*Known Shipper*) qui consiste, pour la compagnie aérienne, à enregistrer un formulaire déclaratoire des transitaires lui confiant le transport du fret. Pour la TSA, il s'agit avant tout d'assurer une sécurité déclarative alors que les autorités européennes diligentent les vérifications d'usage. Seul un contrôle physique de grande ampleur peut permettre de crédibiliser une sécurité « déclarative ». Pour le contrôle des bagages passagers, il existe des détecteurs d'explosifs EDS (*Explosive Detection System*) utilisant diverses technologies qui ont chacune des avantages et des inconvénients. Le coût du matériel nécessaire au contrôle physique n'est pas négligeable : certains détecteurs valent jusqu'à 1 million de \$ pièce et il en faut un grand nombre pour maintenir le débit dans un contexte de flux tendu. Depuis l'été 2004, les responsables du DHS et de la TSA ont plusieurs fois été rappelés à l'ordre par le Congrès qui peine à comprendre les inspections tatillonnes des passagers, alors que rien n'est fait pour les marchandises en soute. La TSA résiste à accroître le contrôle du fret aérien de peur que les nouvelles règles sécuritaires affectent négativement ce qui représente 4 milliards de \$ de revenus pour les compagnies aériennes américaines. Il est certain que la TSA, qui peine déjà à gérer le contrôle des passagers avec son organisation actuelle, devrait sans doute exiger une large augmentation de budget et de personnel qualifié. Il lui faudra aussi financer de nouvelles machines de détection d'explosifs de plus grande taille pour permettre le passage des containers.

Transport maritime

Dès le lendemain du 11 septembre, le transport maritime a bénéficié d'une attention législative certaine. Il s'agissait, pour le Congrès, d'interdire l'entrée aux Etats-Unis d'une bombe sale à l'intérieur d'un des 9 millions de containers arrivant dans les ports américains chaque année. Ainsi, toute une série de lois ont vu le jour.

- Le *Maritime Transportation Safety Act* (MTSA) de janvier 2002. Par amendement, le MTSA a repris les termes de l'ISPS (voir ci-dessous) ainsi que sa date d'effectivité du 1^{er} juillet 2004.
- Le *Container Security Initiative* (CSI) de 2002. Par ce programme, 38 ports étrangers ont accepté de se soumettre au contrôle constant et préalable de l'inspection des marchandises par les représentants des douanes américaines.
- Le *Trade Act* de 2002. Cette loi impose la transmission électronique de tous les détails des documents de transport préalablement au départ du bateau pour un port américain.
- Les *FDA Bio-Terrorism Act Rules* de 2002. Cette loi exige une déclaration détaillée, auprès de la *Food and Drug Administration* (FDA), pour toute importation de denrées alimentaires. De plus toutes les installations de denrées alimentaires à l'étranger, exportant vers les Etats-Unis, doivent obtenir un visa de la FDA.
- Le Code ISPS (*International Ship and Port Facility Security*) de décembre 2002. Un traité international établi par l'Organisation maritime internationale (un organe des Nations Unies). Ce traité d'application effective à compter du 1^{er} juillet 2004. Les lois sécuritaires américaines sont maintenant applicables à la planète.
- Le *Customs Trade Partnership Against Terrorism* (C-TPAT) en janvier 2003. Sous l'égide des douanes américaines 5 000 participants ont déjà accepté d'appliquer les règles de sécurité américaines et de s'auto-contrôler sous la supervision de celles-ci.

Nous n'allons pas ici entrer dans le détail de ces diverses lois. Il suffit de saisir que la motivation première est de s'assurer que si une bombe sale venait à exploser lors d'une inspection, il est préférable, vu du côté américain, que l'explosion et les dégâts qui s'ensuivront, se produisent hors du territoire américain, c'est-à-dire dans le dernier port d'embarquement, en Europe où en Asie. Pour cela il faut que l'inspection s'accomplisse dans les ports européens ou asiatiques. Il est en effet illogique d'attendre qu'un container ait traversé l'Atlantique pour s'apercevoir que sa cargaison ne correspond pas aux normes en vigueur, ou bien cache une bombe atomique.

Transport routier

Contrairement au transport aérien ou maritime, les marchandises acheminées par route ne subissent aucun contrôle. Le seul contrôle du transport routier consiste à imposer une enquête fédérale, sur les antécédents personnels, lors de l'émission et du renouvellement des permis de conduire des chauffeurs routiers habilités à transporter des matières dangereuses (HAZMAT). Cette vérification des antécédents des conducteurs n'a été mise en œuvre que trois ans après le 9/11.

La projection des frontières sécuritaires américaines

Cette batterie de lois et de règles permet aussi de projeter la « frontière » des Etats-Unis à l'intérieur même des frontières européennes et des pays d'Asie. Ce nouvel état de fait, ajouté à la numérisation des documents de transport, permet aux douanes américaines de mieux contrôler les flux du commerce international et pas seulement ceux à destination des Etats-Unis. Certains pourraient penser à un nouvel instrument d'espionnage industriel sous couvert des services des Douanes.

Vu d'Europe il est compréhensible que les Etats-Unis cherchent à diligenter les inspections hors de leurs frontières. La gestion de crise en cas de détection de source radioactive d'origine douteuse dans un container dans un port, ou bien dans un avion sur un aéroport inclus des scénarios sans solution acceptable compte tenu de l'organisation actuelle. Tout d'abord les ports et les aéroports sont souvent en zone urbaine. Même si l'explosion ne fait que quelques morts, la radioactivité interdira l'accès à une large zone industrielle. Si la source radioactive est d'origine terroriste et non pas, seulement, une erreur de déclaration, la tentative de désamorçage peut s'avérer plus qu'hasardeuse. Il est plus que probable que les terroristes observent de loin, visuellement et électroniquement, leur colis. S'ils détectent une activité anormale autour de celui-ci, il est possible qu'ils prennent la décision de déclencher l'explosion plus tôt que prévu. Il existe des contre-mesures pour gérer un tel risque, mais il faudra pour cela modifier les flux du contrôle de marchandises de manière importante. De telles considérations ne sont pas encore à l'ordre du jour à Washington ou en Europe.

La sécurité à l'ère des puces électroniques

Une sécurité efficace n'est possible que si une traçabilité totale est maintenue tout le long de la chaîne de transport depuis l'usine jusqu'à la livraison au consommateur. Avec la technologie des puces RFID¹, il est possible d'identifier précisément chaque objet, chaque carton, chaque container et de suivre le déplacement de cet objet spécifique dans tous ses déplacements autour de la planète. La puce électronique RFID émet par onde radio un message codé - l'empreinte "digitale" de l'objet - qui peut être capté par une porte, ou un capteur spécifique manuel. Cette technologie facilite grandement la tenue des inventaires pour les entreprises. C'est pour cette raison que la grande chaîne d'hypermarchés Walmart et le Pentagone sont les premiers à imposer ce type de marquage à tous leurs fournisseurs. General Electric a mis au point un système de scellés électroniques qui permet d'enregistrer les ouvertures et fermetures des containers ainsi que le déplacement géographique. À ce système de suivi précis et continu, il faut ajouter la collecte de renseignements sur les antécédents de toutes les personnes qui approchent l'objet dans son voyage et faire la corrélation avec le niveau d'alerte antiterroriste régional des zones traversées.

Bref, avec le RFID on entre dans l'univers de *Big Brother* décrit par George Orwell². Car le suivi de la puce ne s'arrêtera pas nécessairement au moment où un consommateur achètera l'objet. Pour des raisons de marketing, les grandes entreprises vont suivre le consommateur et croiser tous les fichiers électroniques disponibles pour obtenir une description précise de son caractère afin de le guider dans ses achats. La technologie existe, nous ne sommes plus dans la science-fiction. Le risque de dérive totalitaire provient de la conjonction d'une tendance commerciale cherchant l'optimisation du processus de vente et d'achat et d'une tendance sécuritaire d'un gouvernement, bien intentionné, qui croit devoir tout savoir sur ses citoyens pour assurer leur sécurité.

La sécurisation du transport des marchandises va rendre possible la mise en place d'une fantastique machine d'espionnage industriel. La numérisation des documents de transport permettra, aux services américains, l'analyse fine et le recoupement des données avec celles collectées sur la vie des personnes impliquées à tous les niveaux. Si cette dynamique devenait réellement fonctionnelle - ce qu'elle n'est pas encore - il incomberait à l'Europe de négocier la copie de ces mêmes informations de façon à maintenir l'équilibre des chances industrielles.

¹ Remote Frequency Identification Devices.

² Orwell, George, 1984, Penguin Books, 1949.

L'efficacité douteuse des nouvelles mesures de sécurité

En dépit des dépenses démesurées et des lois tâtilloises, l'efficacité ne semble pas au rendez-vous. Suivant les modes de transport, les autorités américaines n'inspectent que 2 % voir de 6 % à 12 % des marchandises. Les autorités européennes ne font pas mieux. Une étude récente de l'Organisation maritime internationale (OMI) montre que les voyageurs clandestins se chiffrent par plusieurs milliers. Les réseaux du crime organisé ont mis en place un système de transport maritime furtif pour humains, avec première classe, classe business et classe touriste. En octobre 2001, Un Egypto-Canadien a été intercepté dans un port italien, par hasard. Son container-chambre était équipé de lit, toilettes, d'eau en quantité, ordinateur, téléphone satellite. Lui-même était rasé de près et habillé impeccablement. Certains containers étant réfrigérés, il est donc aussi possible d'avoir la climatisation pour un petit supplément ! En septembre 2003, un jeune new-yorkais de 25 ans est allé voir ses parents à Dallas, au Texas, gratuitement, en voyageant dans un container d'avion. Il fut découvert lors de l'ouverture du container chez ses parents. En septembre 2004, un rapport de l'inspecteur général du DHS tirait la sonnette d'alarme sur l'inefficacité des procédures de détection d'uranium¹. Deux incidents en particulier ont retenu son attention. Les deux incidents ont été organisés pour un documentaire de la chaîne de télévision nationale ABC. Le 11 septembre 2002, un colis de plus de 7 kilos d'uranium est arrivé aux Etats-Unis en provenance d'Autriche via la Turquie. Bien que le système de ciblage des douanes américaines ait identifié le container comme étant à haut risque aucune inspection n'a été diligentée. Les 7 kilos d'uranium sont entrés aux Etats-Unis sans difficultés. Le journal télévisé de la chaîne ABC a largement diffusé cette nouvelle. En août 2003, le même scénario est reproduit pour un container partant de Djakarta en Indonésie, avec arrêt en Malaisie. Encore une fois les douanes américaines avaient identifié le risque, mais le camion de livraison a pu quitter le port sans encombre. Le journal télévisé de la chaîne ABC a diffusé la nouvelle lors de l'anniversaire du 11 septembre. Le service des douanes américaines jure qu'aujourd'hui cela n'est plus possible !

¹ Office of Inspector General, *Effectiveness of Customs and border Protection's Procedures to Detect Uranium in Two Smuggling Incidents*, Department of Homeland Security, September 2004.

ENSEIGNEMENTS

Les attentats du 11 septembre ont été une aubaine pour les néoconservateurs au pouvoir à Washington, le "Pearl Harbor" qu'ils évoquaient dans leurs écrits de 1997. En détruisant les tours du World Trade Center, Oussama Ben Laden a créé le contexte favorable à la réalisation de leurs projets. Le terrorisme a été le prétexte pour mettre en oeuvre une formidable machine de guerre militaire, politique, économique et industrielle, préparée plusieurs années auparavant, afin d'accroître la puissance américaine. La société américaine est en train de vivre une véritable révolution. Trois cents millions d'hommes et de femmes américains se sont laissés entraîner dans une expérience qui menace de changer le monde.

Il est utopique de songer imposer la « démocratie » à la pointe des baïonnettes. Pourtant, c'est là le pari de l'administration néoconservatrice. La guerre contre « l'Axe du mal » du président Bush a commencé par la destruction de l'Irak, sous couvert d'imposer la démocratie. Ce prétexte est devenu une arme de guerre stratégique. La guerre en Irak a permis de prendre le contrôle d'une grande partie des réserves pétrolières du Golfe persique. L'Iran et la Syrie sont à leur tour sous la pression d'une intervention militaire et la Corée du Nord est menacée par un chantage nucléaire. Pourtant l'application du *Project for a New American Century* débute à peine !

Les Etats-Unis ont également entamé une période coloniale sur les pays d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique¹. En imposant la « démocratie » (c'est-à-dire la culture américaine) par les armes ou sous la menace des opérations secrètes du Pentagone, il est aujourd'hui possible pour Washington d'asservir une multitude de pays et de les ouvrir aux intérêts économiques américains. Après tout, pour un pays où la victoire aux élections présidentielles passe par de forts soupçons de manipulations électorales², il est facile de contrôler des « élections » ailleurs.

Aux Etats-Unis, le bilan macroéconomique semble globalement positif. Les profits des compagnies du complexe militaro-industriel et des compagnies pétrolières battent tous les records. De nouveaux marchés pour l'industrie et les services de sécurité ont été créés du jour au lendemain. Seul le déficit budgétaire soulève quelques inquiétudes. Encore est-il permis de penser que la dynamique des profits industriels et des diminutions d'impôts pour les classes fortunées permettront de relancer l'économie et de rétablir la situation. Il est clair que l'équilibre budgétaire ne fait pas partie des préoccupations premières des néoconservateurs, qui sont surtout focalisés sur la stratégie militaire.

Le développement de l'industrie de la sécurité entraîne dans son sillage des risques de dérive orwellienne. Un grand nombre de droits constitutionnels des citoyens ont été suspendus par le *Patriot Act*. Nous assistons à une privatisation des services de sécurité et à l'externalisation du renseignement. Des entreprises répondant au seul impératif du profit collectent des milliards d'informations sur tous les citoyens. De plus, les Etats-Unis se sont arrogé le droit d'éplucher le détail de la vie de tout étranger se rendant sur leur territoire. Bientôt, ce seront les informations sur toutes les personnes impliquées dans le commerce mondial et le transport de marchandises qui seront collectées dans les banques de données du renseignement américain.

¹ Il faut rappeler que l'Amérique latine était déjà le pré-carré de la CIA grâce la « Guerre contre la drogue », lancée à l'époque Reagan.

² Cf. les poursuites judiciaires du parti Démocrate contre le parti Républicain en Floride, en 2000, et dans l'Ohio, en 2004

Les Etats-Unis combinent l'effort militaire au développement technologique de l'industrie de la sécurité, la force de leur diplomatie et de leur culture à la domination de leurs entreprises et de leur monnaie. En conséquence, ils n'ont jamais été aussi puissants. "*Washington (...) consolide son leadership mondial par le truchement des organisations internationales chargées de transformer la loi du plus fort en droit international (...). Il lui est impossible aujourd'hui de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire. (...) La politique économique américaine a toujours été marquée par des considérations géo-économiques, même si le gouvernement des Etats-Unis défend, dans son discours, un libre-échange impartial et apolitique. (...) Pour le gouvernement américain, la sécurité nationale dépend d'abord de la puissance économique et chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux*¹".

Depuis la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans une guerre économique, les impératifs militaires n'étant souvent qu'une excuse pour développer une politique industrielle, favoriser la recherche-développement et subventionner largement les entreprises nationales². La « guerre mondiale contre la terreur » déclarée par les Etats-Unis est peut-être en train d'imposer une mutation au marché des transports - en particulier pour le transport aérien - et à l'économie mondiale. Cette guerre est avant tout une guerre américaine. L'Europe et le reste du monde y sont entraînés de facto, car les grands changements mondiaux sont aujourd'hui initiés par les Etats-Unis.

On pourrait se demander où cela va nous mener le monde ? L'Europe avec ses 500 millions de ressortissants est en pleine construction. Elle n'est pas à même d'offrir une alternative capable d'infléchir la dynamique américaine. La Russie et Le Japon sortent difficilement du marasme économique. Quant à la Chine, en plein décollage économique, elle trouve son intérêt à ne pas se confronter aux Etats-Unis pour profiter des opportunités économiques que cette dernière crée dans sa course en avant. Huit années à la présidence des Etats-Unis seront-ils suffisants aux néoconservateurs pour imposer leur vision révolutionnaire ? Risquons-nous de voir la dérive autoritaire s'accroître en cas d'attentat nucléaire, biologique ou chimique sur le territoire américain³ ?

L'Europe n'a pas aujourd'hui les moyens de s'opposer à l'offensive politique et militaire des Etats-Unis. Par contre dans le domaine économique et industriel, les entreprises européennes, épaulées par la Commission, pourraient tirer parti de la dynamique américaine. En effet, il existe des opportunités économiques à saisir sur les marchés de la sécurité, de la sécurisation du fret et des énergies alternatives. La plupart des groupes européens ont déjà des têtes de pont industrielles aux Etats-Unis. Dans la compétition qui s'ouvre, ils devraient ainsi pouvoir rester au même niveau que leurs concurrentes du « complexe militaro-industriel-sécuritaire » américain. Une politique européenne forte pour animer l'innovation des PME dans ces secteurs permettrait de tenir tête à l'hégémonie américaine et d'offrir des solutions alternatives, notamment en évitant l'écueil de la violation des droits de l'homme. Il appartiendra à l'Europe, et plus particulièrement à la France en tant que patrie des Droits de l'Homme, de définir une alternative aux choix américains.

Michel Nesterenko
Octobre 2005

¹ Jacques Fontanel et Liliane Bensahel, "Guerre et économie, les liaisons dangereuses", in J.-F. Daguzan et P. Lorot (dir.), *Guerre et économie*, collection Géopolitique, Ellipses, Paris, 2004, p. 45.

² *Ibid.*, p. 52.

³ Un tel attentat est prédit avec une grande régularité par les leaders néoconservateurs, le vice-président Cheney en tête.

